

# Montréal, c'est la planète!

Rédaction



Après le Saguenay et le Bas-Saint-Laurent, c'est au tour de Montréal de prendre la parole dans ce numéro du *Journal* pour nous dire en quoi l'agriculture et la campagne concernent les Montréalais, et pour nous parler de leur « coin de pays » (!).

Le fossé entre Montréal et le reste du Québec n'a jamais paru si grand. La notion même de pays, de territoire et d'identité nationale semble parfois s'effacer au profit d'un espace planétaire où les points de référence sont moins les territoires nationaux que le réseau des grandes villes mondiales qui servent de relais au libre-échange.

Étrangement, personne n'a voulu tenter de faire le portrait de Montréal. Montréal, c'est la planète, notre fenêtre sur le monde, notre point de rencontre avec les peuples de la Terre. Et après une mauvaise passe « nationaliste » dont a profité Toronto pour se hisser au titre de métropole canadienne, Montréal est de nouveau au cœur des grands courants culturels et technologiques planétaires.

De là à penser que Montréal, c'est le Québec d'aujourd'hui et de demain, il n'y a qu'un pas. Si Montréal peut être tentée de se suffire à elle-même et d'oublier l'importance de ses racines territoriales et culturelles, les régions périphériques qui la nourrissent auraient tort de ne pas l'inclure pour s'ouvrir au monde. Même à l'heure de la planète, Montréal sans les régions est une tête sans corps, et les régions sans Montréal sont un corps sans système nerveux central. Si le contact n'est pas rétabli entre les régions et Montréal, les régions risquent fort d'être définitivement écartées de la nouvelle économie ou réduites à lui servir de réservoir en ressources naturelles et humaines.

L'Union paysanne, en prônant une agriculture axée sur l'occupation du territoire, est un des rares mouvements qui veulent faire le lien entre la ville et les campagnes, entre Montréal et le reste du Québec. 🌻

## Dans ce numéro

### L'événement

L'industrie convoite la forêt privée .....	<b>1</b>
L'idée de pays est-elle dépassée? .....	<b>2</b>
Madame la Ministre .....	<b>2</b>
Déforestation en Montérégie .....	<b>3</b>
La guerre de l'eau potable à Irlande .....	<b>4</b>
Les producteurs de sirop et de lapin .....	<b>5</b>

### Paysannerie

La France, terre de luttes paysannes .....	<b>6</b>
Manger bio à Montréal .....	<b>7</b>
Rétablir les liens entre ville et campagne .....	<b>16</b>

### Reportage

L'agriculture urbaine à Montréal .....	<b>8</b>
----------------------------------------	----------

### Entrevues

La campagne, vue de Montréal (Françoise David, Amir Kadhîr, François Saillant, Laure Waridel et Hugo Latulippe) .....	<b>10</b>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

### Chroniques

La tête à Papineau : Laure Waridel et Hervé Kempf .....	<b>12</b>
Les champs de l'histoire : délire à Mirabel .....	<b>13</b>
Le bon manger : un nouveau pain bio .....	<b>13</b>
Zone verte ou brune : protection ou mainmise .....	<b>13</b>

### Paysans du monde

Cancún .....	<b>14</b>
--------------	-----------

### Le Marché paysan

.....	<b>15</b>
-------	-----------



# L'industrie convoite la forêt privée

*La forêt publique est presque vide. En attendant qu'elle repousse, c'est la forêt privée qui est la prochaine cible de l'industrie forestière.*

Maxime Laplante, Union paysanne

Le congrès mondial forestier a pris fin à Québec, avec son flot d'interventions sur la beauté de la forêt, les pratiques de coupes progressives, mais aussi la déforestation à l'échelle planétaire. Au Québec, depuis la diffusion de L'Erreur boréale, de Richard Desjardins, l'attention du public est tournée vers la forêt publique, théâtre de débats enflammés. Mais que se passe-t-il avec la forêt privée?

Il devient prévisible que la forêt publique se dirige en droite ligne vers une rupture de stock, et que la forêt privée devra prendre la relève. En effet, soit en raison de coupes abusives, ou de la surévaluation du potentiel de production d'une forêt de climat froid sur des sols fragiles, soit parce que des zones protégées viendront réduire les surfaces réclamées par l'industrie, la demande pour les produits ligneux dépassera bientôt la capacité de production de la forêt publique.

Au lieu d'investir dans une diversification de la forêt publique ou d'aller chercher le bois de plus en plus loin avec des dépenses croissantes en réseau

routier et en transport, la prochaine cible de l'industrie risque fort d'être la forêt privée. De nombreuses raisons la rendent intéressante. La forêt privée étant concentrée dans le sud du Québec, la ressource bois est beaucoup plus près des usines. En outre, la majeure partie des lots boisés sont accessibles par le réseau routier financé et entretenu par l'État ou les municipalités. Ensuite, en raison du climat plus chaud, la repousse est plus rapide et permet de meilleurs rendements. Alors que la forêt privée ne couvre que 11% du territoire forestier québécois, elle fournit quand même 20% du bois récolté. Et son rendement reste très faible, grandement sous-exploité.

**La forêt privée appartient surtout à des gens qui n'en vivent pas**

En fait, la forêt privée est particulièrement attrayante, à un détail près : elle est privée! Sur le territoire du Québec, 130 000

propriétaires se partagent une surface d'environ 70 000 kilomètres carrés. De plus, la majorité des lots font moins de 50 hectares. Quant au profil des propriétaires, ce sont surtout des agriculteurs qui n'ont pas encore rasé leur boisé de ferme, des acériculteurs ou bien des cols bleus et blancs, des retraités, bref, des gens qui pour la plupart ne tirent pas l'essentiel de leur subsistance de leur lot forestier. De toute façon, la majorité d'entre eux ont plus de 45 ans, et les salaires versés actuellement pour l'exploitation de la forêt, surtout privée, sont tellement bas qu'ils n'incitent guère à l'exploitation intensive. D'ailleurs, seulement le tiers des propriétaires de lots boisés ont un plan d'aménagement.

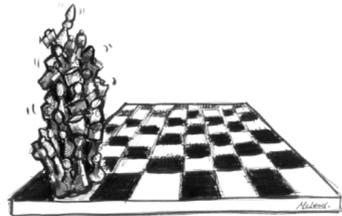
**L'industrie veut le bois, pas être propriétaire de la forêt**

Pour l'industrie, le problème reste entier. La ressource est là, à proximité, mais possédée par des gens peu enclins à tout

🌻 Suite en page 3

# L'idée de pays et d'occupation du territoire est-elle dépassée?

« Pour la nouvelle génération de Montréalais, le Québec, c'est Montréal. »



L'OCCUPATION DU TERRITOIRE...

L'idée de la mondialisation promue par l'OMC est celle d'un espace économique où les frontières nationales s'estompent et où les grandes villes deviennent les centres d'échanges de référence. Pas de frontières, pas de territoires, pas de périphéries : des centres urbains reliés entre eux par le commerce libre. Donc pas de nation, pas de pays, mais des mégavilles multiethniques qui vampirisent la périphérie, réduite

au rôle de matière première.

Dans cette optique, une politique de développement régional ou, pire encore, d'occupation du territoire apparaît comme un fardeau inutile.

Pourquoi payer pour faire vivre des populations régionales non rentables?

## Le nouveau discours urbain

Antoine Robitaille, dans sa revue de presse du *Devoir* du 21 septembre, rapporte des propos étonnants mais qui vont tout à fait dans ce sens. Paul Lewin, candidat à la mairie de Toronto, dont le

Roméo Bouchard, *Union paysanne*

slogan est « Libérez le 416 » (code régional de Toronto), considère les provinces comme des structures obsolètes, tout juste utiles quand il est question de communautés rurales, et un fardeau pour les grandes villes ambitieuses et modernes. On se croirait à l'époque des grands empires. « Oubliez le Québec, écrit Roy McGregor dans le *Globe and Mail*, ce sont les grandes villes qui referont la Confédération. »

Avez-vous remarqué que le fédéral commence à vouloir s'impliquer dans les affaires municipales? Et que la réforme municipale au Québec s'est concentrée sur les villes et leurs banlieues, comme centres administratifs et commerciaux plutôt que comme communautés (le mouvement des « défusions » en témoigne), et s'est arrêtée aux

capitales régionales, laissant à elles-mêmes les municipalités rurales en attendant qu'elles disparaissent d'elles-mêmes par l'exode des jeunes et des services?

Le gouvernement Charest ne parle même plus de politiques de développement régional, ce qui était encore loin d'une politique d'occupation du territoire. Il ne parle que de décentralisation vers les capitales régionales (nouvelle gouvernance régionale) via un nébuleux conseil des élus. Il est significatif qu'il semble vouloir passer par-dessus le palier des MRC, seule véritable structure de gouvernance territoriale et communautaire.

J'ai même entendu quelqu'un de Solidarité rurale affirmer que l'agriculture pourrait disparaître au Québec sans que ça change grand-chose dans notre alimentation et nos communautés rurales! Peut-on parler de politique de la ruralité sans parler de politique d'occupation du territoire et de politique agricole d'occupation du territoire?

## Communauté n'égale pas libre-échange

Si nous en sommes là, c'est que les échanges économiques remplacent désormais le social et le poli-

tique. Les villes, comme structures d'échanges économiques, se substituent à la communauté comme structure sociale et politique. Concrètement, l'agriculture perd sa fonction d'entretien et d'occupation du territoire, et de relation au pays (paysan), pour n'être plus qu'une activité économique parmi les autres, et l'alimentation, une fonction de consommation parmi les autres.

C'est ce que les 22 pays qui ont fait échouer Cancún ont compris et rejeté.

Dans ce contexte, l'Union paysanne apparaît comme une force de résistance stratégique. En défendant une agriculture axée sur la terre, l'occupation du territoire et l'alimentation diversifiée et locale de la communauté, elle fait le lien entre l'agriculture et le citoyen, la campagne et la ville, la mondialisation et le pays.

On doit pouvoir s'ouvrir au monde sans pour autant sacrifier son pays, ses appartenances, son agriculture locale, son identité, sans devenir apatride.

La solution est dans une politique délibérée d'occupation du territoire, appliquée dans tous les secteurs de gestion de nos ressources et de nos services collectifs. ☀

## Opinion

### Le droit de cultiver et de manger autrement

Nous sommes des lecteurs assidus du *Devoir* et nous en apprécions souvent le contenu. Mais à la lecture de l'article de M. Tommy Chouinard, paru dans *Le Devoir* du 3 octobre dernier, nous nous posons de sérieuses questions.

Comment un journaliste sérieux et au fait de la question agricole au Québec peut-il lancer d'entrée de jeu que « le rêve de l'Union paysanne vient probablement de s'évanouir » parce que la ministre de l'Agriculture n'accepte pas à prime abord de remettre en question le monopole de l'UPA? Comment peut-on balayer du revers de la main l'aspiration d'un millier de producteurs, soutenus par un nombre encore plus important de citoyens, à pratiquer une agriculture à petite échelle visant la population locale, à entretenir le territoire et la vie des campagnes, et à respecter l'environnement, plutôt que de s'associer à une organisation toute-puissante qui encourage un modèle de production (entreprises de plus en plus grandes qui avalent les petits,

pollution de l'air, de l'eau et du sol, prolifération des OGM, etc.) qui s'avère de plus en plus néfaste, écologiquement et socialement?

Le choix d'un titre n'est pas innocent. En intitulant son article « L'UPA conservera son monopole », M. Chouinard conclut hâtivement à un échec du mouvement en faveur de la liberté d'association dans le monde agricole et au maintien d'une situation de monopole agricole intenable dont le Québec semble avoir l'exclusivité.

Comme le dit pertinemment le président de l'Union paysanne, M. Roméo Bouchard, nous ne voulons pas faire disparaître l'UPA; nous voulons seulement avoir le droit d'exister et d'appartenir à une organisation qui représente vraiment notre vision de l'agriculture et nos valeurs. À nos yeux, l'agriculture paysanne n'est pas l'agriculture du passé, mais bien celle de l'avenir.

Benoît Laplante et Françoise Forest, *agriculteurs paysans Saint-Romain, le 6 octobre 2003*



Photo: Françoise Forest

☀ Suite de la page 1

liquider à vil prix. Si la demande croissante pour le bois et la pression de l'agriculture industrielle à des fins d'épandage ont déjà entraîné une augmentation rapide du prix des terres à bois, l'industrie n'est pas disposée à acheter ces terres. Même la compagnie Dometar revend ses lots. En effet, pourquoi s'encombrer de propriétés coûteuses alors que ce qu'on veut, c'est le bois? Pour l'industrie, il est nettement plus simple d'acheter le bois et d'abandonner les problèmes aux petits propriétaires : reboisement, aménagement, entretien, accès routier, etc. Et si certains lots sont mal gérés, voire rasés à blanc, l'acheteur reste en dehors du débat et conserve sa bonne image dans l'opinion publique. Ce sera la faute du propriétaire, qui devra faire face au mécontentement de ses voisins ou de sa communauté. En somme, on peut

faire le parallèle avec l'intégration agricole dans le secteur porcin. L'intégrateur ne possède pas les terres, mais il contrôle le cochon. S'il y a des problèmes autour de l'épandage, c'est l'ouvrier propriétaire qui écope.

Et pendant ce temps, l'industrie forestière pourra redorer son image écologique ou même philanthropique dans la population, en soutenant ici et là des projets de saine gestion forestière qui seront certes intéressants, mais qui ne remettront pas en question ce qui se passe sur l'ensemble des surfaces boisées.

## La mauvaise condition des travailleurs forestiers

Pendant que l'attention du public est essentiellement tournée vers les enjeux écologiques de la forêt, la question des revenus et des conditions de travail des personnes vivant de la forêt est pratiquement escamotée. En plus d'offrir une mauvaise rémunération, il

eux, sont protégés par l'UPA et le gouvernement. »

Le territoire agricole représentant environ 2 pour cent de la superficie du Québec, pratiquement tout est pris, alors on déboise, le prix des terres progresse à l'agriculture étant souvent plus élevé.

Il n'y a pas que l'épandage qui justifie cette soif de nouvelles parcelles de terre. Plus on a d'animaux, plus ça prend de nourriture, alors on a besoin de toutes les surfaces possibles pour semer davantage (du maïs, la plupart du temps, nourriture pour les porcs exige).

Ainsi, ce sont des milieux humides qui disparaissent, selon Luc Brodeur, agronome, qui faisait part de ce phénomène le mois dernier au magazine télévisé *La Semaine verte* : « Certaines zones déboisées retenant l'eau comme une éponge et la rendaient progressivement durant l'été. Maintenant, ces terres sont cultivées. Ainsi, lorsqu'il y a beaucoup d'orages, les sols s'inondent.

Pour chaque morceau de terre agricole gagnée, dit-il, des sols humides disparaissent, les vents augmentent et apportent avec eux l'évaporation de l'eau à la surface du sol. »

Selon un autre agronome du ministère de l'Agriculture, des

## L'industrie convoite la forêt privée

faute ajouter le fait que ce sont des emplois saisonniers, effectués dans des conditions dangereuses. Annuellement, une infime minorité de travailleurs arrive à la fin de l'année sans avoir eu recours à un autre emploi et à l'assistance sociale ou à l'assurance-chômage. Selon le ministère des Ressources naturelles, les revenus annuels oscillent entre 9 000 et 28 000\$. Ça peut encore se justifier pour une personne sans expérience en début de carrière, mais ça dépasse l'indécence pour qui élève une famille ou est rendu à 50 ans.

Finalement, le débat doit s'ouvrir sur la question de la forêt privée. Il apparaît urgent de concilier deux enjeux : la protection des ressources d'un côté et l'amélioration des conditions des travailleurs de l'autre. Autrement formulé, il doit devenir possible de vivre décemment de la forêt sans en entamer le potentiel. Plusieurs pistes de réflexion s'offrent déjà. D'une part, il y a une volonté de regrouper l'offre des propriétaires de boisés pour faire face à un petit nombre d'acheteurs. C'est pour cela que des plans conjoints ont été mis sur pied dans plusieurs régions. Toutefois, à la différence du secteur agricole, où les plans con-

jointes sont uniformes et couvrent la totalité du territoire québécois, les plans conjoints forestiers sont multiples et varient d'une région à l'autre. Certains voudraient fusionner tous ces plans conjoints en un seul. L'expérience des plans conjoints uniques (ou iniques) dans le secteur agricole a mené à bien des dérapages, comme dans le lait, où on bloque presque systématiquement la relève avec des quotas prohibitifs. Ou encore dans le sirop d'érable, où les producteurs doivent hypothéquer leur production pour obtenir une avance de paiement.

Plusieurs entreprises forestières ont également reconnu l'intérêt commercial d'un cahier des charges qui protège les ressources forestières. De nombreux clients vont exiger des garanties que les coupes et l'aménagement ont été faites correctement ou que les travailleurs ont été rémunérés convenablement. Et pour ces garanties, ils seront prêts à payer mieux.

Ce n'est qu'une question de temps avant que la forêt privée devienne la cible de l'industrie forestière. La forêt privée a maintenant le devoir de prouver qu'elle peut fournir plus que des « 2 par 4 » et du papier journal, sans quoi elle sera consi-

culture intensive. Et il me semble qu'au-delà de mon inquiétude, nous devons permettre aux gens d'un milieu de discuter entre eux de ces questions, de le faire en toute transparence, dans le respect des règles de l'art, et donc de donner des outils aux élus municipaux qui voudraient proposer sur leur territoire une réglementation comme celle-là. »

C'est en ces termes que l'ancien ministre de l'Environnement, André Boisclair, s'adressait à l'Assemblée nationale lors des débats sur la Commission permanente de l'aménagement du territoire.

Malgré ces beaux discours, beaucoup de MRC considèrent qu'il est plus avantageux, surtout financièrement, de développer de nouvelles rues ou d'agrandir le parc industriel que de préserver un boisé auquel elles ne voient aucune utilité. Les agriculteurs voient d'un mauvais œil cet état de fait : « Pourquoi on nous empêche de déboiser, alors que les villes s'en donnent à cœur joie? » Il apparaît évident

dérée également comme un simple tas de bois résineux en faisant abstraction de tout le potentiel récréotouristique, des huiles et essences, des champignons, de ses qualités d'habitat faunique, de filtration d'eau, de purification atmosphérique, de bio-diversité, de fournisseur de bois francs et nobles, etc. Et alors qu'il est actuellement plus payant de faire de la coupe totale que de la coupe partielle, il incombe de modifier les règles de mise en marché et de financement de la forêt privée pour lui éviter le même sort qu'à la forêt publique.

Le réveil risque d'être brutal pour tous ceux qui dorment en se disant que leur petit lopin boisé sera toujours là pour fournir du bois de chauffage, vendre un peu de pitoune et agrémenter la retraite. Lorsque la forêt publique ne répondra plus, l'industrie sera là. Est-ce que ce sera sous la forme d'une agence de vente obligatoire et de quotas de production, le tout imposé unilatéralement en fabriquant le consensus? Difficile à prévoir, mais le modèle totalitaire qui prévaut en agriculture risque fort de faire le saut vers la forêt privée. Il y avait plus de 130 000 fermes au Québec, contre 30 000 aujourd'hui. Il y a aujourd'hui 130 000 propriétaires de boisé privé... pour l'instant. ☀

qu'un débat n'en est pas un qu'en termes de chiffres, de statistiques et de lois.

À ce rythme, si certains continuent de prendre les boisés de ferme et, aussi importants, ceux ceinturant les villes pour un buffet à volonté, ce sont des espèces animales et tout un écosystème qui disparaîtront.

Et je ne mentionne pas la beauté de ces îlots de verdure, ces poumons de nos villes et villages, ces habitats pour oiseaux de toutes espèces, ces derniers remparts qui témoignent d'une époque où le respect des zones vertes prévalait sur une expansion à outrance.

Si aucune action n'est entreprise, si les citoyens et citoyennes demeurent muets devant ce pillage de notre patrimoine, les agriculteurs industriels et les villes gourmandes continueront d'étendre leurs tentacules au-delà de limites raisonnables, nous entraînant malgré nous, ou à cause de nous, dans leur perte de contrôle. ☀



Photo: Françoise Forest



Photo: Simon Poirier

## Madame la Ministre, L'Union paysanne a droit à l'accreditation

Roméo Bouchard, *président de l'Union paysanne*

Contrairement à ce qu'ont pu laisser croire les journalistes, les récentes déclarations de Mme Françoise Gauthier n'ont pas fait « s'évanouir le rêve de l'Union paysanne » d'obtenir l'accréditation pour représenter les agriculteurs qui ne veulent plus cotiser à l'UPA.

Nous comprenons que la ministre ait senti le besoin de rassurer l'UPA, mais ses déclarations, loin de clore le dossier, viennent plutôt révéler au grand public qui l'ignorait l'existence du monopole et de la dictature d'un syndicat unique et obligatoire dans un secteur industriel entier aussi important que celui de l'agriculture. Du même coup, la Ministre elle-même vient de déclencher un débat public que nous souhaitons quant aux conséquences d'un tel monopole sur le modèle d'agriculture et d'alimentation unique qui nous est imposé.

Consciente de l'indécence qu'il y a à ne pas permettre aux agriculteurs de choisir leur syndicat, elle propose un vote de confiance à l'UPA à tous les trois ans, mais un vote à la russe, avec un seul parti en lice! Ce que nous demandons, c'est un vrai vote triennal où les

agriculteurs choisiraient entre plusieurs syndicats représentatifs; ceux qui obtiendraient un pourcentage significatif du vote (15%) auraient droit d'être accrédités et de siéger aux offices de producteurs et aux tables de négociation proportionnellement à leur représentativité. Un peu comme dans l'industrie de la construction.

Nous ne voulons pas déloger l'UPA avec 51% des agriculteurs. Mais les 1000 producteurs et les citoyens courageux que nous représentons, et les milliers d'autres qui n'attendent que d'avoir le choix et de ne pas risquer de représailles pour nous rejoindre, doivent avoir voix au chapitre, et rien n'autorise la ministre à les balayer du revers de la main comme un « bruit de fond » insignifiant. L'expression a quelque chose de méprisant quand on considère l'appui que reçoit l'Union paysanne dans tous les milieux, y compris de plus en plus chez les producteurs. Le mécontentement de milliers de producteurs en difficulté dans tous les secteurs, qui ne se sentent plus adéquatement défendus par un syndicat désormais trop lié au gouvernement et à l'industrie et trop tourné vers l'exportation, pourrait bien

devenir rapidement un « bruit d'enfer » qui forcerait la ministre à revoir ses positions.

On comprend toutefois qu'elle ait besoin d'un solide tintamarre pour oser décoiffer l'UPA, et c'est pourquoi nous faisons appel, dans la campagne publique que nous amorçons, à tous les producteurs, groupes sociaux et citoyens pour qu'ils réclament ouvertement qu'on rétablisse la liberté pour les agriculteurs de choisir leur syndicat, comme dans tous les autres secteurs de la société et dans tous les autres pays, états ou provinces connus. Sans quoi il ne saurait y avoir de droit de produire ni de manger autrement.

À l'heure où la mondialisation voudrait réduire l'agriculture à une fonction économique parmi d'autres, les 40 000 agriculteurs autonomes ne voient pas tous l'agriculture de la même façon, et ceux qui adhèrent à l'Union paysanne croient qu'elle a d'abord le devoir de nourrir sa communauté sainement et de maintenir des campagnes vivantes avec des paysans nombreux et des fermes humaines et naturelles. ☀

L'Union paysanne Le journal... Pour faire changement!

Éditeur : Union paysanne 453, Principale Saint-Germain-de-Kamouraska, G0L 3G0 Tél. : (418) 492-7692 Téléc. : (418) 492-6029 Courriel : journal@unionpaysanne.com Site web : www.unionpaysanne.com

Directeur : Roméo Bouchard romeo@unionpaysanne.com Rédacteur : Raynald Laflamme journal@unionpaysanne.com Caricaturiste : Pierre McLeod

Mise en marché (publicité, distribution, abonnement) : Michel Lemay journal@unionpaysanne.com Graphisme : Éliane Vincent, Studio Sigma sigsma@globetrotter.cc.ca

Impression : Impression des Associés, Pointe-au-Père Collaborateurs pour ce numéro : Muriel Bitar, Gilles Boileau, Nicolas Capuano, Michèle Choquet, Françoise Forest, l'équipe de l'Union paysanne de Montréal, Ève Lamont, Benoît Laplante, Marco Silvestro, Pierre Laternière, Annie Rochette, Marco Silvestro, Kristina Skrotzky, Jacques Thérien et Michèle Tremblay.

Abonnement : 34,50 \$ pour 10 parutions (taxes incl.) (17,25 \$ pour les membres de l'Union paysanne) Prix d'un numéro : 3 \$ + taxes Tombée de la rédaction : Le 20 de chaque mois Tirage régulier : 10 000 Convention de poste publication #40826096

Irlande et Thetford Mines

# La guerre de l'eau potable

Encore une ville qui pense régler son problème d'eau potable en planifiant de siphonner les eaux souterraines dans un milieu rural d'une petite municipalité. Pour expliquer sa démarche en recherche d'eau, la ville de Thetford Mines a tenu une conférence de presse le 24 septembre 2003 pour présenter ses arguments. Et quelques heures plus tard, on pouvait entendre à Radio-Canada le maire demander l'intervention d'un ministre parce que le conflit avec les citoyens d'Irlande avait assez duré.

projet identifié maintenant par le nom du coin : « Maplegrove » (secteur Irlande).

Le projet de captage d'eau souterraine à Irlande a été comparé à un projet potentiel au Grand-Lac-Saint-François. Tous les arguments présentés ciblaient Irlande comme choix préférentiel. Ce captage de très grande quantité devait fournir initialement 23 millions de litres d'eau/jour; ce chiffre a été ramené aujourd'hui à 18 millions de litres d'eau/jour. Quant aux coûts comparatifs des deux projets : 40 millions pour Lac-Saint-François comparativement à 25 millions pour Irlande. Mais qui dit que l'eau d'Irlande ne devra pas subir un traitement coûteux dans l'avenir?

Lors cette journée mémorable du 24 septembre, la ville de Thetford Mines a soulevé la question épineuse d'une usine d'emballage. Elle a avisé les intervenants du CLD, qui travaillaient de concert sur ce dossier, de la ferme intention du conseil de ville d'abandonner ce projet. Cet



Les villages qui appuient les citoyens d'Irlande peuvent adopter le logo SOS-EAU. Les villages participants à ce jour sont Irlande, Saint-Julien, Saint-Adrien, Saint-Jacques-le-Majeur, MRC du Granit.

énoncé a surpris plus d'une personne, car, jusqu'à ce jour, la ville avait toujours aussi fermement nié de faire avancer un dossier d'une usine d'embouteillage. C'est un dossier à suivre, car les citoyens présents à la conférence gardent leurs inquiétudes face à ce projet. La promesse de 150 nouveaux emplois est trop attirante pour faire oublier complètement ce projet. Dans un article de la presse, ce chiffre a été ramené à «50 emplois sur 3 ans». Donc, la ville écrit qu'avant de s'occuper de l'implantation d'une usine d'embouteillage, il faut régler la question de l'eau potable pour les citoyens aux coûts les plus bas (pour aujourd'hui). Sommes-nous vraiment

prêts à donner presque gratuitement l'eau souterraine dont chaque citoyen a besoin (c'est un droit inaliénable) contre une poignée d'emplois directs et une plus grande poignée d'emplois indirects?

Les citoyens d'Irlande et des environs ont de fortes inquiétudes face à l'ampleur du pompage de ces eaux souterraines. Quels vont être les problèmes résultant de ces captages excessifs? Le prélèvement de quantités d'eau à un rythme supérieur au taux d'alimentation naturelle causera une pénurie d'eau pour les citoyens, les acériculteurs, les agriculteurs de ce milieu rural, qui dépendent tous de puits individuels.

Kristina Skrotzky, Saint-Julien

Pour mieux comprendre les craintes des citoyens face à une démarche non transparente d'une ville en recherche d'eau souterraine, pensons aussi aux essais de pompage de la ville de Lac-Mégantic sur le territoire rural de la petite municipalité de Frontenac pendant l'été 2003. À la suite d'avis d'experts, la ville a procédé aux essais de pompage d'eau souterrain contre la volonté des propriétaires en expropriant une partie de leurs terrains pour la durée d'une année. Seulement cinq jours après le début du pompage, une première résidence manquait d'eau. Trois jours après, une deuxième résidence a été frappée du même sort. Le 30 mai, une troisième résidence, située à plus d'un kilomètre de l'endroit de pompage, se retrouvait avec un puits contaminé. Les essais de pompage se sont poursuivis. Pendant l'été, une vingtaine de propriétaires subissaient des problèmes reliés à leur puits individuel; ils ont porté plainte au ministère de l'Environnement. Au moment où ce texte est écrit, toutes les données recueillies à la suite de ces plaintes ainsi que les données entre les mains de la ville de Lac-Mégantic attendent leur divulgation. Donc, dossier à suivre. ☀

Sirop d'érable

# La confrontation est inévitable

L'Agence de vente dans le sirop d'érable soulève l'opposition croissante des acériculteurs. Les producteurs étaient d'accord pour qu'on négocie des prix raisonnables et qu'on les paie dans un délai raisonnable.

Mais ce n'est pas ce qui se produit dans les faits. Seul le sirop vendu est payé, et le paiement est étalé sur un an. Pour avoir des avances, il faut signer des hypothèques dangereuses. Les montants prélevés sont de plus en plus élevés, car les prix garantis ont encouragé la surproduction et la mauvaise qualité, de sorte que les inventaires de sirop non vendu (et probablement non vendable) ont augmenté rapidement. En conséquence, à la fin de la première année d'opération, les producteurs n'ont encaissé en moyenne guère plus de 60% du sirop livré, le reste étant retenu pour la gestion et l'inventaire. Sous la pression de la Financière agricole, qui agit comme bailleur de fonds, la Fédération veut maintenant imposer des quotas qui auraient comme effet immédiat de réduire de près de 50% la production autorisée tant que les inventaires seront élevés. Il est facile de prévoir que les producteurs, déjà en difficulté parce qu'ils n'ont pas

été payés, ne respecteront pas leur quota et chercheront à écouler la production excédentaire au noir plutôt que de crever.

Pendant ce temps, plutôt que d'écouter les revendications des producteurs, des coopérateurs de Citadelle et des acheteurs, qui multiplient les poursuites contre l'Agence et dont l'Union acéricole paysanne n'est qu'un participant parmi tant d'autres, la Fédération et la Régie des marchés s'entêtent à défendre la légalité de leur système et multiplient les enquêtes, poursuites et amendes contre les producteurs, seuls responsables financièrement de toute l'opération. Tout le monde est soupçonné de produire et de vendre au noir, et la chasse aux sorcières fait rage. En fait, la Fédération n'est plus un syndicat qui défend ses membres.

La requête de l'Union acéricole pour établir le droit d'exporter le sirop sans passer par l'Agence est un dernier recours. Si la Cour supérieure devait donner raison à la Fédération ou vous renvoyer à la Régie, il ne vous restera que la confrontation directe et l'affirmation de vos droits de propriété sur le sirop si vous ne voulez pas qu'ils vous passent tous à tabac. C'est-à-dire, quoi qu'il advienne,

tous ensemble, réaffirmer que le sirop vous appartient et agir en conséquence. Et vous tenir. Vous seuls, à titre de producteurs, pouvez faire changer les choses par des actions concrètes.

Il faut revenir au rôle premier du syndicat : négocier des prix et des modes de paiement ainsi que des normes de qualité. La mise en marché doit retourner aux acheteurs, aux transformateurs et aux coopératives de producteurs-transformateurs puisque la Fédération a failli à ce chapitre.

## Assemblées publiques de l'Union acéricole paysanne pour tous les acériculteurs inquiets :

- Cowansville (14 octobre)
- Saint-Malachie (21 octobre)
- Mont-Laurier (25 octobre)
- Saint-Ephrem (27 octobre)
- Saint-Patrice (4 novembre)
- Saint-Marcel (11 novembre)
- Lac-Mégantic (18 novembre)
- Victoriaville (25 novembre)
- Saint-Esprit (2 décembre)
- Portneuf (9 décembre)
- Squatec (15 décembre)



Bulletin de l'Union acéricole paysanne, Vol.1,n.3, octobre 03

## Livre de recettes aux saveurs de sirop d'érable

Nous sollicitons l'aide de toutes les acéricultrices et acériculteurs pour nous faire parvenir des recettes, toutes à base de sirop d'érable. Nous en ferons un livre de recettes qui servira au financement de l'Union acéricole paysanne, en plus d'augmenter la consommation de nos produits d'érable. Les créations culinaires des chefs cuisiniers sont aussi les bienvenues.

Faites parvenir vos suggestions à Maryse Guay, 590, rang Saint-Patrice, Saint-Patrice-de-Beaurivage (Québec) G0S 1B0.

## L'Union paysanne, le journal est bien lancé!



Lancement du journal au Café Le dieu du ciel à Montréal

Le premier numéro officiel du *Journal* a donné lieu à plusieurs lancements. À Alma au Café du Clocher, à Québec au Café Krieghoff, à Montréal au restaurant Le dieu du ciel. Il a été distribué dans 600 points de vente au Québec, avec la revue *À Bâbord*, grâce à notre réseau indépendant qui se développe rapidement. Nous tenons à remercier tous ces gens qui ont collaboré au lancement du *Journal*, notamment les restaurateurs.

## Voici un mot de l'équipe du Saguenay, région qui tenait la vedette dans notre premier numéro

À la suite de l'événement du lancement du *Journal* le 18 septembre dernier au Café du Clocher, le comité régional de l'Union paysanne du Saguenay/Lac-Saint-Jean tient à vous remercier pour votre contribution. Plusieurs personnes ont mis la main à la pâte : Le Jardin des Mômes, La Ferme Chevauchère, La Fromagerie Lehmann, La Boulangerie Éric Hémond et, bien sûr, le Café du Clocher. Nous remercions spécialement Guy Potvin pour sa générosité au plan technique.



L'équipe du Saguenay/Lac-Saint-Jean

Merci et longue vie à l'Union paysanne!  
Josée Séguin Directrice régionale du journal  
Marc Tremblay Représentant régional Union paysanne, Saguenay/Lac-Saint-Jean



## Éleveurs de bovins Assassins ou victimes?

Roméo Bouchard

Après s'être étonnés de voir des agriculteurs se sentir méprisés par les publicités grossières de Bell, les médias, les urbains, les politiciens et même les dirigeants de l'UPA crient maintenant au scandale parce que des producteurs de bovins et de vaches laitières, réduits à la faillite par la réaction des marchés étrangers à la vache folle, ont abattu devant les caméras une vache qui leur aurait rapporté 60 \$ à l'abattoir, au lieu de 600 \$ normalement.

sont horrifiés de voir mourir une vache destinée à l'abattoir, mais ils assistent sans rien dire à la mort de centaines, de milliers de fermes qui vont devoir abandonner au cours des prochains mois, avec les conséquences tragiques que cela entraîne pour des familles et des villages. Ils oublient que la vache folle est le résultat direct des politiques approuvées par l'UPA et nos gouvernements pour pousser les éleveurs au productivisme et à l'ouverture des marchés. L'heure est venue pour tous ces valets de la mondialisation de l'agriculture de payer la note. C'est évidemment plus facile pour eux de condamner le geste des producteurs en colère.

La solution, comme le répète l'Union paysanne sur tous les chemins, c'est d'encourager la souveraineté alimentaire, la ferme paysanne et le marché local. Les producteurs qui ont recommencé à vendre leur bœuf localement à un prix abordable commencent à le comprendre. Ceux de Saint-Chrysostome, près de Valleyfield, ont déjà vendu plus de 8000 livres de bœuf de cette façon. Ils tracent la voie. ☀



Illustration Frédéric Bock

Hypocrisie ou inconscience? Tous ces pharisiens qui déchirent leurs vêtements publiquement pour dénoncer l'horreur d'un tel geste étaient pourtant restés indifférents depuis des mois aux appels au secours de ces producteurs. Ils

## Région de Québec Répertoire de producteurs paysans

Raynald Lafamme

Afin d'assurer une visibilité nécessaire à ses membres producteurs, l'Union paysanne de la région de Québec (rive nord) vient de publier un dépliant intégrant une liste de 19 producteurs paysans. Outre les coordonnées des entreprises, on y trouve une description des activités présentes chez chacun des producteurs et une carte géographique permettant de les situer sur le territoire.

Ces entreprises sont : Aliksir inc. (Grondines), Les Ateliers à la terre (Centre Jacques-Cartier de Québec), Bioferme du paysan (Château-Richer), La Boule-Miche (Québec), Cassis de l'Isle ensorceleuse Monna et fils (Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans), Clapier Charlevoix (Baie-Saint-Paul), L'Érablière des Trois Ruisseaux (Deschambault), Érablière Sucre d'Art (Château-Richer), La Ferme des Monts (La Malbaie), Ferme Drouin et Morissette (Saint-Ubald), Ferme Le Beau Markon (Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans), Ferme Piluma (Saint-Basile), Ferme Tourilli, (Saint-Raymond-de-Portneuf), Les Fils de la Liberté (Saint-Férol-des-Neiges), Jardin de la 5<sup>e</sup> Concession (Saint-Gabriel-de-Valcartier), Légumes biologiques Gagné (Neuville), Mon Jardin inc. (Grondines), Ranch Dalton (Saint-Alban), Le Siroptier (Saint-Ubald).

Ces producteurs sont des gens qui ont à cœur d'offrir aux consommateurs des produits d'une grande qualité tout en ayant des pratiques agricoles respectueuses des sols, des plantes et des animaux, de l'environnement et des humains.

Pour vous procurer ce dépliant, vous pouvez communiquer avec l'Union paysanne, au numéro 418-492-6029, ou par courriel : [maisondu.rendezvous@sympatico.ca](mailto:maisondu.rendezvous@sympatico.ca) ☀

# La Régie des marchés se lave les mains dans le dossier du lapin

Depuis le 8 juillet dernier, les producteurs de lapins du Québec réclament la tenue d'une assemblée spéciale portant sur la nouvelle agence de vente et sur le système de quotas imposés par leur syndicat, le syndicat des producteurs de lapins du Québec, affilié à l'UPA.

Ce groupe de producteurs, réunissant la majorité du volume de production de lapins dans la province, a tenté vainement de convoquer cette assemblée, respectant en tout point la procédure de convocation prévue dans les statuts et règlements du syndicat. Les

délais ont été respectés ainsi que les signatures nécessaires. En désespoir de cause, le groupe s'est adressé à la Régie des marchés pour obliger le syndicat à respecter ses engagements et ses propres statuts. Mais voici que la Régie retourne le colis à l'expéditeur en disant attendre l'assemblée générale du mois de novembre.

Pendant ce temps, les producteurs sont aux prises avec des quotas et des prix fixés qui ne leur permettent pas de vivre. Ils trouvent odieux que la Régie les abandonne ainsi à leur sort. L'actuelle entente signée par le syndicat prévoit l'octroi de parts d'attribution, ou quotas, et d'un prix de base de 1,53 \$ la

livre de poids vif de lapin. Les producteurs sont insatisfaits de ce prix, qui ne couvre que partiellement les augmentations du prix de la moulée et des autres dépenses. Pour plusieurs, ce prix est d'ailleurs un recul par rapport aux conditions qui prévalaient avant. En outre, ils sont maintenant «encarcanés» dans une agence de vente obligatoire avec des prélèvements à la source sur la mise en marché. Les producteurs sont donc coincés, le syndicat refusant l'assemblée spéciale et la Régie s'en lavant les mains.

Informations : Jacques Thérien (418) 642-5177

# La France Terre de luttes paysannes

Partout sur la planète, l'agriculture et la nourriture contribuent à façonner l'identité culturelle des peuples et des individus. En France, l'alimentation est au centre de cette construction identitaire. Même si les Français connaissent maintenant les problèmes engendrés par la malbouffe (eh oui!, le fast-food et l'obésité se répandent de plus en plus sur leur territoire), les questions de la nourriture et de sa provenance sont devenues d'importants enjeux de société. Plus que jamais, les producteurs agricoles et les consommateurs forment un front commun contre la standardisation de l'alimentation et la « marchandisation » de l'agriculture dans le monde. La Confédération paysanne, syndicat agricole critique de l'agriculture industrielle, est même devenue le moteur d'un large mouvement social : plus de 250 000 personnes ont accouru cet été au grand rassemblement du Larzac contre l'OMC, organisé par la Confédération paysanne et le collectif Un monde solidaire. Ce contre-sommet fut le lieu d'une vision de l'agriculture tout autre que celle des épineuses discussions commerciales tenues à Cancún lors du sommet de l'OMC en septembre.

Par la quantité et la diversité d'altermondialistes qu'il réunissait et par la qualité des réflexions qui s'y tenaient, le rassemblement du Larzac a obtenu un succès hors du commun. Sous les chapiteaux, de grands forums, conférences et débats permettaient de faire le point sur plusieurs problématiques sociales telles que la menace des OGM pour la sécurité alimentaire. A l'ouverture du rassemblement, une marée humaine a applaudi à tout rompre un José Bové fraîchement libéré de prison. Mais comme il le dit si bien lui-même, il n'est pas le héros de cette lutte collective : depuis 5 ans, les actions de protestation de milliers de citoyens et de paysans ont alerté la population face aux dangers des OGM (brevetage du vivant, effets sur l'environnement, santé) au profit des compagnies biotechnologiques. En 1999, l'Europe a donc adopté un moratoire sur les cultures commerciales d'OGM, respectant ainsi le principe de précaution et le fait qu'une forte majorité de la population et des agriculteurs ne veulent pas des

OGM et font la vie dure aux champs de maïs transgénique autorisés. Le cas des États-Unis et du Canada, où les OGM ont été introduits en douce et où la contamination des cultures devient de plus en plus répandue, apparaît là-bas comme une catastrophe! Maintenant que le moratoire est menacé en raison des pressions exercées par l'OMC (États-Unis et Canada en tête), la lutte contre les OGM demeure toujours aussi brûlante. Sur le site du Larzac, un bureau de recrutement de faucheurs volontaires d'OGM, tenu par des militants de la Confédération paysanne, a recueilli plus de 1500 signatures...

## Des paysans irréductibles

Le plateau du Larzac n'est pas une terre comme les autres : terre de roches juchée à 800 m d'altitude et de pâturages pour les troupeaux de moutons où est né le fromage Roquefort, elle est devenue, au cours des années 70, le foyer d'une lutte mémorable de paysans irréductibles. Des dizaines de milliers de personnes ont alors rallié cette lutte acharnée de paysans qui résistaient à l'extension d'un camp militaire sur leur terres. Un quart de siècle plus tard, le 12 août 1999, en riposte à la surtaxation douanière du Roquefort par les USA, des éleveurs et sympathisants de la Confédération paysanne démontent le chantier d'un McDo à Millau. C'est l'acte le plus célèbre de la lutte altermondialiste, qui mènera José Bové en prison et fera de lui l'emblème de l'opposition à la malbouffe et à la course à la compétitivité de l'agriculture sur les marchés mondiaux.

D'une région à l'autre de France, le paysage, le climat et le type de culture changent considérablement. Au sud, dans la région du Languedoc-Roussillon, la viticulture représente l'activité agricole principale. Le secteur viticole, qui couvre 3,2 pour cent de la surface cultivée en France, est un grand consommateur de produits phytosanitaires (chimiques), soit

plus de 50 pour cent du tonnage utilisé pour l'agriculture. Notons que la France constitue le troisième plus important utilisateur de pesticides au monde. Dans ce contexte, l'agriculture biologique devient une nécessité. Par exemple, dans le département de l'Aude, Robert Curbières, un vigneron d'expérience, a pu transformer ses 18 hectares de culture de vignes au biologique grâce au



Discours de José Bové devant des dizaines de milliers de personnes lors du meeting d'ouverture du rassemblement contre l'OMC au Larzac.

programme de reconversion à l'agriculture biologique échelonné sur 5 ans et financé par l'État français, programme qui n'a pas été reconduit par le nouveau gouvernement. Ainsi, ce vigneron passionné pour ses raisins a redécouvert un précieux contact avec sa terre, la biodiversité a



Réjeanne Durand de la ferme Rouillon en Loire-Atlantique observe ses oies qui se baladent dans les prés.

réintégré les ceps, et il se réjouit de voir des mantes religieuses le débarrasser des insectes nuisibles. Son vin d'appellation contrôlée (AOC Cabardes, malgré sa longue vinification, ses parfums originaux et sa certification bio, reste difficile à distribuer. En effet, la libéralisation de l'agriculture et de l'industrie vinicole confronte les petits viticulteurs, bio ou conventionnels, à une féroce compétition sur les marchés mondiaux.

## Un consensus contre les OGM

À travers la France, 1200 communes (sur 33 000) ont voté contre la culture d'OGM sur leur territoire à la suite d'une large campagne intitulée « Pas d'OGM dans ma commune », menée par une coalition de groupes dont la Confédération paysanne et *Inf'OGM*. Dans l'ouest de la France, en Charentes, Yves Manguy, le maire de la petite commune de Londigny, a fait adopter un arrêté contre les OGM afin de protéger les agriculteurs biologiques sur son territoire rural. Ce maire, éleveur de porcs sur litière (label rouge), est également un ardent

défenseur des semences fermières. Avec la Coordination nationale pour la défense des semences de fermes, il a organisé plusieurs actions (manifs, occupations) et a gagné un procès contre l'entreprise semencière Novartis pour que les paysans puissent conserver le droit de produire leurs semences et d'en faire le commerce.

## Et le bio?

L'agriculture biologique en France représente 1,7 pour cent des surfaces agricoles. À l'échelon européen, la France est actuellement à la traîne d'autres pays comme l'Italie, l'Autriche ou l'Allemagne, qui ont déjà de 5 à 10 pour cent de leurs surfaces en bio. Bien que l'agriculture bio soit encore marginale, elle connaît depuis 1997 un essor grâce au soutien gouvernemental à la reconversion bio en vue d'atteindre 5 pour cent des surfaces françaises d'ici 2005. La région Pays de la Loire est une des premières régions françaises en production biologique. Daniel et



Éleveur de vaches laitières en Bretagne, Serge Robin de la ferme La hutte à l'Anguille a signé le cahier de charges du CEDAPA et adopté le système fourrager.



Daniel Durand de la ferme Rouillon nourrit un mouton petit glouton...

depuis 20 ans (certifiés bio depuis 1990), ont un troupeau de 250 brebis (250 agneaux/an) ainsi que des poulets, pintades, dindes, oies et canards (4000 volailles/an). Ils ne sont pas contraints de posséder des quotas (droit de produire) pour faire l'élevage et commercialiser la viande. Les animaux mangent ce qui convient à leur nature (sans produits chimiques), sont élevés en plein air et ont accès à des bâtiments espacés, propres et sur paillis pour se protéger du froid ou de la chaleur. Mais comme beaucoup d'autres producteurs biologiques, Daniel et Réjeanne se sont heurtés au problème de distribuer leurs volailles et moutons. Ils ont donc pris en main l'étape de mise en marché : après avoir bâti un petit abattoir sur leur ferme (c'est permis si les normes d'hygiène sont respectées), ils ont pu vendre directement à la ferme et développer ainsi une fidèle clientèle. Par ailleurs, ils se sont associés avec trois autres partenaires fermiers en optant pour la formule du groupement agricole économique

commun (G.A.E.C.), qui leur permet, par exemple, d'avoir de la machinerie en commun.

La Bretagne, qui détient le triste record de la région où l'eau est la plus polluée de France en raison des élevages en batterie (porcs, poulets) et de l'agriculture intensive (maïs), est une autre région où s'opèrent des changements significatifs. Le Centre d'études pour un développement agricole plus autonome (CEDAPA) a mis en place, depuis 20 ans, un cahier des charges d'une agriculture durable qui a été signé par 120 fermes, principalement des élevages de vaches laitières. André Pochon, le fondateur du CEDAPA, avait lui-même auparavant tourné le dos à une agriculture productiviste et polluante pour choisir une agriculture écologique, autonome et plus économique : animaux nourris le plus possible au pâturage et à l'herbe (qui coûte moins cher à produire que le maïs), rotation des cultures et haies boisées, pas d'OGM, peu de pesticides ou d'engrais chimiques

# Manger bio à Montréal?

Les nombreux scandales qui ont touché le monde de l'approvisionnement alimentaire au cours des dernières années (maladie de la vache folle, bactérie *E.coli*, etc.) ont fortement ébranlé la confiance de la population dans les produits issus de l'agriculture industrielle. La popularité croissante des aliments certifiés biologiques montre clairement que ces derniers constituent, pour plusieurs consommateurs, l'alternative par excellence à la malbouffe généralisée; au Québec, les ventes grimpent de plus de 20 pour cent par année depuis environ 5 ans.

Malheureusement, alors que le mouvement biologique a été

amorcé et est généralement développé par des individus à la conviction inébranlable, soucieux de pratiquer une agriculture écologique et de contribuer à une alimentation saine, il est progressivement récupéré par le système conventionnel. Après les épicerie d'aliments naturels et les coopératives d'alimentation, voici que les grandes chaînes de transformation et de distribution, flairant une excellente occasion d'affaires, se lancent elles aussi dans le bio, offrant même sur leurs tablettes des produits portant leur marque maison. Depuis 2000, les ventes d'aliments bio dans les supermarchés américains dépassent les ventes dans les commerces spécialisés. Wal-

Mart est devenu un des plus grands distributeurs de produits bio dans le monde! Si certains se réjouissent de l'élargissement des marchés que cela permet, on est en droit de se demander quelle perception du bio cela contribue à répandre auprès du public et quel est l'effet sur la qualité des produits ainsi que sur les petits producteurs et distributeurs.

Au-delà de la culture sans pesticides ni engrais de synthèse et de l'élevage sans hormones, antibiotiques ni farines carnées, l'agriculture authentiquement biologique repose sur des principes globaux qui favorisent le travail en harmonie avec la nature, la diversité biologique, la protection

Annie Rochette, Montréal



**Voici une liste - très partielle - de commerces (épiceries, boulangeries, restaurants, etc.) offrant des produits biologiques à Montréal . Cette liste provient en partie du Bottin d'Équiterre, que vous pouvez trouver à l'adresse [www.equiterre.qc.ca](http://www.equiterre.qc.ca)**

### Épiceries

**À la Source**, 3537, av. Lacombe, Montréal, (514) 342-0726  
**Alfalfa**, 7061, Casgrain, Montréal (Marché Jean-Talon), (514) 272-0683 (membre de l'Union paysanne)  
**À Votre Santé**, 5126, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, (514) 482-8233  
**Bio Gaya**, 3551, boul. Saint-Charles, Kirkland, (514) 697-7383  
**Bioterre**, 201, av. Saint-Viateur Ouest, Montréal  
**Club Organic**, Magasin certifié Garantie Bio., 4341, rue Frontenac, Montréal, (514) 523-0223  
**Eko.Café et Eko.Boutik**, 1800, rue Centre, Montréal, (514) 934-0666  
**Fleuro sauvages**, 5561, av. Monkland, Montréal, (514) 482-5193  
**Le Frigo vert**, 2130, rue MacKay, Montréal, (514) 848-7586 [frigovert@securenet.net](mailto:frigovert@securenet.net)  
**optimum@optimumnatural.com**  
**Health tree**, 3827, boul. Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux, (514) 624-2896  
**Mission Santé Thuy**, 1138, rue Bernard Ouest, Montréal, (514) 272-9386  
**Nature Santé 2000**, 5006, ch. Queen-Mary, Montréal, (514) 738-4638  
**Les Aliments naturels Optimum inc.**, 630, rue Sherbrooke Ouest, suite 100, Montréal, (514) 845-1015  
**Panier santé** (Place Versailles), 7275, rue Sherbrooke Est, Montréal, (514) 352-5475  
[www.aliv-e.com/versailles](http://www.aliv-e.com/versailles)  
**La Pomme d'api**, 2599, boul. Rosemont, Montréal, (514) 727-1437  
**Rachelle-Bery**, 2510, rue Beaubien Est, Montréal, (514) 727-2327 (membre de l'Union paysanne)  
**Rachelle-Bery**, 1332, rue Fleury Est, Montréal, (514) 388-5793  
**Rachelle-Bery**, 505, rue Rachel Est, Montréal, (514) 524-0725  
**Rachelle-Bery**, 4660, boul. Saint-Laurent, Montréal, (514) 849-4118  
**Rachelle-Bery**, 2005, rue Sainte-Catherine Est, Montréal, (514) 525-2215  
**Retour aux sources enr.**, 8859, rue Hochelaga, Montréal, (514) 351-4150  
**Marché Tau**, 4238, rue Saint-Denis, Montréal, (514) 843-4420  
**Teva Aliments naturels**, 5143, boul. Descarries, Montréal, (514) 486-5542  
**Le Tournesol**, 1602, rue Fleury Est, Montréal, (514) 384-6660  
**Le Tournesol**, 1251, rue Beaubien Est, Montréal, (514) 274-3629  
**Verveine**, 1278, rue Jean-Talon Est, Montréal, (514) 279-3709  
**Vogel bio Desjardins**, 7500, boul. Galeries-d'Anjou, Marché les Halles d'Anjou, Montréal, (514) 354-9277 [biodesjardins@hotmail.com](mailto:biodesjardins@hotmail.com)

### Boulangeries

**Atelier de boulangerie de l'Est**, 4766, rue Sainte-Catherine Est, Montréal, (514) 253-9101 (membre de l'Union paysanne)  
**Autour d'un pain**, 1253, Beaubien Est, Montréal, (514) 276-0880  
**Les Co'pains d'abord**, 1965, Mont-Royal Est, Montréal, (514) 522-1994 (membre de l'Union paysanne)  
**Le Fournil ancestral**, 4254, Beaubien Est, Montréal, (514) 721-6008  
**Le Fromentier**, 1375, Laurier Est, Montréal, (514) 527-3327  
**Tournesol et Capucine**, 226, Bernard Ouest, Montréal, (514) 277-0232

### Restaurants

**Délices bio**, 1327-A, Mont-Royal Est, Montréal, (514) 528-8843  
**Toqué!**, 3842, Saint-Denis, Montréal, (514) 499-2084  
**Les Vivres**, 4434, Saint-Dominique, Montréal, (514) 842-3479

ments qui nous semblent les plus bénéfiques à notre santé, les impacts de leur production et de leur distribution sur la santé de l'environnement et de l'économie régionale sont aussi des critères importants à considérer.

Comme dans le circuit conventionnel, ce sont les petits et moyens producteurs qui écopent et risquent de se faire écraser par les géants de l'agroalimentaire, qui parviennent, à force d'économies d'échelle et de compromis sur les principes, notamment sur les plan environnemental et social, à réduire les prix au détail à un niveau que les plus petits ne peuvent évaluer. Ces façons de faire ne sont pas non plus sans conséquence pour les consommateurs puisque ces nouveaux joueurs, toujours avides d'une plus grande marge de profit, exercent de fortes pressions sur les gouvernements et les organismes de certification pour que les normes soient assouplies. Ainsi, au début de l'année, il s'en est fallu de peu pour qu'une clause permettant aux éleveurs de nourrir leurs animaux de moulée non biologique soit ajoutée à une loi établissant les normes de production biologique aux États-Unis! Pourra-t-on encore parler d'agriculture et d'alimentation biologiques si ce sont les Wal-Mart, Kraft et Loblaw de ce monde qui dictent les règles du jeu?

À titre de citoyens consommateurs, nous avons un rôle important à jouer pour soutenir un approvisionnement alternatif profitable à tous. S'il est tout à fait légitime de choisir des ali-

mentaires qui nous semblent les plus bénéfiques à notre santé, les impacts de leur production et de leur distribution sur la santé de l'environnement et de l'économie régionale sont aussi des critères importants à considérer.

Pour permettre un approvisionnement plus conforme à nos valeurs, des formes innovatrices de mise en marché locale se mettent en place depuis quelques années. La vente à la ferme ou dans les marchés publics et l'agriculture soutenue par la communauté (ASC), qui connaît un essor considérable au Québec, en sont des exemples. L'ASC consiste en un partenariat entre une ferme et un groupe de consommateurs qui s'engagent financièrement auprès de la ferme pour une saison en achetant, au printemps, une part de la récolte à venir. En échange, ils reçoivent chaque semaine, tout au long de l'été et de l'automne, à un point de livraison situé près de chez eux, un panier de légumes et fruits certifiés biologiques, variés et toujours frais.

Ces initiatives, en plus de fournir des aliments biologiques, remettent en contact les agriculteurs et les consommateurs. Elles contribuent ainsi à rétablir le lien de confiance rompu par les marchés distants et anonymes, et à reprendre collectivement le contrôle de notre économie locale, de notre système d'approvisionnement et de notre alimentation. ☀

**LA BOULE À LA MICHE**  
 Depuis 1995 Boulangerie-pâtisserie  
 • Pain au levain • Mets prêts à manger  
 • Épicerie • Pâtisserie  
 1483, chemin Sainte-Foy, Québec (Québec) G1S 2N7  
**(418) 688-7538**

*Micro brasserie Breughel*  
 Kamour est une bière brassée artisanalement et refermée en bouteille.  
 Toutes les bières Kamour sont sans bentonite, silicate, sel, agents correcteurs, additifs ou ajusteurs de pH.  
 La brasserie est située au 68, route 132 Saint-Germain-de-Kamouraska Québec G0L 3G0  
[www.kamour.com](http://www.kamour.com)  
 Téléphone : (418) 492-3695

## Jardins des villes, jardins des champs

# L'agriculture urbaine se porte bien à Montréal

Il y a plus de 25 ans que la ville de Montréal développe des jardins communautaires un peu partout sur son territoire pour donner accès à ceux qui le désirent à la possibilité de jardiner en ville. Bien des batailles ont été menées par les organismes communautaires pour que la ville fasse sienne cette politique. Elle comptait ainsi non seulement améliorer la qualité de vie des locataires des logements sociaux, mais aussi favoriser la création de liens de quartier. Les jardins communautaires ont essaimé et ont connu un franc succès; aujourd'hui, bon nombre de quartiers ont des listes d'attente, et les jardins sont devenus des lieux de rencontre et de socialisation. Mais le modèle se heurte à ses propres limites. Dans les jardins se reproduit le microcosme de notre fonctionnement sociétal: disputes et magouilles autour de l'exploitation des jardins, sans compter les « jardiniers » qui ont vieilli et qui ne laissent pas toujours place aux plus jeunes, ou encore la façon bien conventionnelle de jardiner à coups d'engrais chimiques, d'herbicides et de pesticides sur des parcelles trop petites pour

pouvoir en assurer correctement la rotation des cultures. « Il y a un gros problème de démocratisation dans les jardins », nous dit Jany Lavoie, de l'un des jardins communautaires Ahuntsic-Cartierville, « car ce sont toujours les mêmes qui se présentent pour être élus... ils se permettent des passe-droits, ...et distribuent les jardins de façon aléatoire ». Et quand on lui demande si les problèmes de son jardin se retrouvent ailleurs, elle nous répond qu'en comparaison, son jardin « est un jardin sans problèmes! ». Jany est une passionnée

celles tombées en friche, et dont la production serait destinée à un organisme d'aide alimentaire. Elle a dû cesser peu après pour cause d'accident, et les jardins ont été redistribués à des gens sur liste d'attente. Aujourd'hui, Jany va plus loin: elle propose à l'administration municipale la mise en culture d'une vingtaine de parcelles qui deviendraient lieu de stage pour adolescents, avec culture bio, vermicompostage, engrais vert, etc. La nourriture produite irait à deux organismes dédiés à la sécurité alimentaire. Le projet veut aussi servir d'exemple aux autres jardiniers communautaires: montrer aux gens que ça marche, avec des méthodes de culture non agressives! Le jardin deviendrait alors multi-fonctionnel: éducatif, entraide, environnemental, sans compter la solidarité qu'il développe entre ceux qui le portent, ados et autres. La demande de Jany à la Ville est, en fait, celle de créer un jardin collectif à l'intérieur d'un jardin communautaire

ce que la société vit actuellement, les jardins communautaires comme on les connaissait, c'est du passé... il faut aller de l'avant, cela doit changer... les gens ont soif d'apprendre à se nourrir autrement, à jardiner autrement... ». Les sols des jardins communautaires sont épuisés,

### Un engagement social

Traversons le pont juste un moment... Pour Denis Rousseau, coordonnateur du jardin collectif *La Croisée*, de Longueuil, la démarche est la même. Si au



Les toits plats de Montréal offrent un site exceptionnel pour les jardiniers urbains...

les rotations des cultures se font mal ou peu, car les parcelles sont petites, les maladies s'installent, et le cercle vicieux avec elles, celui de l'utilisation intempestive des produits chimiques. Jany défend donc avec ardeur la création d'îlots collectifs de jardins, qui puissent permettre cette rotation aux quatre ans en même temps que de remplir une mission sociale.

départ les jardins de Longueuil étaient de petits lopins familiaux pour les assistés sociaux, le tournant « écolo » a eu raison du modèle traditionnel. En 1995, l'association Équiterre et la MRC Champlain obtiennent le feu vert pour un projet *Continuum ville-campagne*. Garder la campagne à la ville, éviter la fracture entre le rural et l'urbain, telle est l'idée maîtresse. Toutes les associations communautaires de la ville

deviennent partie prenante du projet. Car, précise Denis Rousseau, « si les jardins communautaires sont gérés par des individus, les jardins collectifs sont gérés par des groupes... et ils sont politisés ». C'est le moteur, nous dit-il, le projet social qui accompagne le jardin. Les notions d'autonomie et de prise en charge descendent en droite ligne du discours sur la sécurité alimentaire, soit le droit pour chacun de pouvoir s'alimenter et d'avoir le choix de bien le faire. Ainsi, un jardin collectif devient catalyseur d'une foule de dynamiques: lieu d'éducation populaire pour les membres des organismes d'aide alimentaire, fournisseur de cuisines collec-

taire; le jardin devient vraiment un outil pour bâtir la sécurité alimentaire », nous confie Martha Stiegman, de *Communiterre*. L'organisme encourage les propriétaires de jardins en friche à les prêter, car on préconise des petits jardins de quartier, éparpillés, plutôt que des grands jardins, de façon à permettre à un plus grand nombre de vivre à proximité du jardin qu'ils exploitent. Cet été, les jardins collectifs se sont regroupés pour une réflexion commune, et la Direction de la Santé publique de Montréal a accordé des fonds à *Communiterre*, destinés à promouvoir la création de jardins collectifs sur l'île. La DSP est sensible aux

l'aménagement des 34 000 pieds carrés appartenant au site des archives de la Bibliothèque nationale, et pour lesquels elle vient d'obtenir un prêt de terrain de trois ans, renouvelable. Sa mission principale, dans un souci de démarche globale: une horticulture écologique urbaine. On y parle d'aménagement de mini-jardins urbains, d'un verger, de pelouses écolo, d'un jardin de plantes médicinales, d'un potager, d'un centre de démonstration de compostage urbain, et plus encore. Mais la perle du projet demeure, pour Huguette, l'aménagement patrimonial ou la volonté de remettre en circulation le plus grand nombre de semences apportées par nos ancêtres et délaissées par l'agro-industrie: ainsi, les carottes jaunes, les tomates noires ou violettes, et une ribambelle de légumes et de fruits qu'elle veut faire resurgir de l'oubli. Cette volonté appelle une grande dynamique d'éducation et de sensibilisation auprès des consommateurs.

### Des terres à protéger

On ne peut parler d'agriculture urbaine sans inclure ceux qui ont choisi de pro-



... et que dire des célèbres escaliers en tire-bouchon?

duire pour la collectivité, tout en vivant à la ville. Le choix n'est pas toujours facile. Ainsi, pour Steven Homer, qui vit à NDG et cultive une terre à Senneville en coopération avec Alison Hackney, propriétaire des sols. Tous deux tentent actuellement de protéger la terre d'Alison en la mettant car son but est aussi d'encourager les petits producteurs du pays. Un grand projet du réseau de

arguments du regroupement, soit l'accès à une nourriture de meilleure qualité pour ceux qui n'y auraient pas accès autrement, le renforcement des liens sociaux, la réinsertion sociale. *Communiterre* a également une volonté, celle de remettre en circulation des semences anciennes; ainsi, le fameux melon de Montréal, tombé dans l'oubli et qui, depuis 2001, retrouve ses lettres de noblesse dans le quartier.

### Une démarche globale

Huguette Trudel est une autre pionnière que nous avons rencontrée. En 2001, elle met sur pied *Terres urbaines*, centre de jardinage bio situé sur le plateau Mont-Royal. Encore une fois, le projet est multi-facettes: entre-

## Le mot circule dans le monde communautaire; le jardin devient vraiment un outil pour bâtir la sécurité alimentaire.

l'Agriculture soutenue par la communauté (ASC) mis en place au Québec par Équiterre; ils distribuent des paniers ASC, et Steven fournit plusieurs restaurants de la ville. Leurs fermes respectives font partie de la vingtaine de fermes encore recensées sur l'île et dispersées à Pierrefonds ou le long du boulevard Gouin. C'est parce que plusieurs d'entre elles voient leur terres « dézonées » et victimes de la spéculation immobilière qu'Alison et Steven tiennent tant à protéger la leur, dans une zone résidentielle fort convoitée.

Philippe Robillard et Louis Cailloux ont, quant à eux, développé une formule ingénieuse, à savoir une culture bio intensive en espace urbain restreint. La ferme Pousse-Menu, installée dans de grands locaux au sud de NDG, produit 25 variétés de germination bio en plus de certains produits transformés. Les semences sont, dans la mesure du possible, achetées auprès de producteurs québécois. La démarche de production respecte le cycle naturel dans sa totalité: les pousses germent sur terreau; elles sont ensuite nettoyées et emballées. Les plateaux de terreau et les écales de graines sont compostées, et la boucle est bouclée. Philippe a la certification bio et le statut de producteur

agricole: « Puisque je produis, je récolte et je vis du fruit de mes récoltes ». La ferme emploie quinze personnes et voisine depuis peu avec une cuisine commerciale qui transforme ses produits. Elle accueille les paniers ASC et entrepose pour certains producteurs bio. Tous deux ont délibérément choisi la ville pour court-circuiter la kyrielle d'intermédiaires qui se greffent habituellement entre le producteur et le consommateur. Ainsi, nous dit Philippe, « on peut satisfaire dans les heures qui suivent le restaurateur qui appelle à minuit pour une commande de dernière minute... et c'est chose courante! ». Tous deux ont le sentiment de jouer un rôle de maintien dans le lien ville-campagne, et ils défendent la pertinence d'une production « sur place » qui évite le transport et les intermédiaires. Leur projet: développer le même concept dans d'autres villes: une ferme urbaine jumelée à une cuisine de transformation, tout en gardant la taille de la ferme à dimension humaine et en maintenant la polyvalence des tâches de chacun.

Tous ces gens se connaissent, ils forment entre eux un vaste réseau indissociable des multiples dynamiques engendrées par l'agriculture urbaine. Ce portrait est bien partiel, les projets foisonnent, et le mouvement est là pour durer et grandir, au dire de ceux qui sont engagés dans ce mouvement. Les jardins continuent d'évoluer comme les idées et les rêves humains. Porteurs d'espoir parce qu'ils deviennent le symbole de partage et de solidarité, et d'une meilleure alliance entre la terre et les citoyens qui, parfois, en ont oublié jusqu'à l'odeur. L'agriculture urbaine à Montréal, c'est le mariage de l'ingéniosité, de l'engagement social et environnemental d'une mosaïque d'individus qui se retrouvent dans une idéologie très vivante, celle de vouloir vivre dans un monde plus « vert » et plus humain. 



En vertu d'une loi votée en 1972, il y a un **syndicat unique et obligatoire** en agriculture au Québec.

Les agriculteurs veulent avoir le droit de choisir leur syndicat, comme **partout ailleurs** dans le monde.

L'Union paysanne représente des agriculteurs dans toutes les régions du Québec et demande au gouvernement de lui accorder l'accréditation en **mettant fin au monopole syndical actuel**.

# ON EST PRÊTS!

**FAITES CONNAÎTRE VOTRE APPUI À L'UNION PAYSANNE**

directement à la **ministre de l'Agriculture**, 200, Chemin Sainte-Foy, 12<sup>e</sup> étage, Québec, G1R 4X6, (418) 380-2525

et au **premier ministre**, édifice Honoré-Mercier, 3<sup>e</sup> étage, 835, boul. René-Lévesque Est, Québec, G1A 1B4, (418) 643-5321,

et participez au **piquetage organisé par les agriculteurs paysans** devant le MAPAQ, à Québec, et les bureaux de L'UPA, à Longueuil, les 28, 29 et 30 octobre prochains.



### Un outil pour bâtir

En 1996, *Communiterre* crée *Cantaloup*, premier jardin collectif de Montréal. Le terrain est prêté par le YMCA de Notre-Dame-de-Grâce, et le projet repose sur une alliance avec le dépôt alimentaire de NDG. Ce sont les bénévoles du dépôt qui travaillent au potager et se partagent les récoltes. Aujourd'hui, le quartier compte un réseau de 17 jardins collectifs; chacun est rattaché à un organisme communautaire et porteur d'un projet social, tel par exemple le jardin de l'association *À demain*, pour les jeunes mères de moins de 24 ans. Sous l'influence de *Communiterre*, les jardins collectifs essaient un peu partout sur l'île: Lachine, Villeray, le Plateau, Lasalle, pour ne citer que ceux-là. Les terrains sont fournis par une pléiade de partenaires qui se laissent séduire par l'idée: églises, HLM, particuliers... « Le mot circule dans le monde communau-



**BOUTIQUE LE GARDE-MANGER**

Aliments biologiques et équitables  
Produits naturels et suppléments  
Aliments sans gluten  
Phytothérapie et naturopathie  
Conseillères spécialisées

**LA PLUS GRANDE SURFACE AU SAGUENAY/LAC-SAINT-JEAN**  
1415, des Champs-Élysées, Chicoutimi  
**(418) 696-1597**

Recevoir en toute simplicité

Service de **BUFFET**

AGRANDI ET RÉAMÉNAGÉ POUR MIEUX VOUS SERVIR

- METS CUISINÉS SUR PLACE
- POISSONNERIE
- BOULANGERIE
- BOUCHERIE
- FRUITS ET LÉGUMES
- PRODUITS BIOLOGIQUES

**L'inter MARCHÉ**

Service de livraison

**St-Roch**  
272, rue St-Joseph Est, Québec  
522-4447

Ouvert tous les jours de 8h à 23h



## Des ponts s'établissent

Par Raynald Laflamme  
Propos recueillis par Murielle Bittar

Françoise David n'est pas experte de la question rurale, mais elle est tout de même assez informée pour porter quelques jugements sur le clivage qui existe entre les villes et les régions. Ses anciennes fonctions à la présidence de la Fédération des femmes du Québec l'ont amenée à explorer le Québec sous plusieurs de ses coutures, à recevoir les opinions des gens des régions et à développer une meilleure compréhension de leurs problèmes.



Elle en connaît assez sur les régions pour savoir que celles-ci ne forment pas un bloc monolithique qui parle d'une seule voix. Un point commun, s'il n'en existe qu'un, et qui est partagé par l'ensemble des régions et par les citoyens du grand Montréal est bien l'incompréhension mutuelle de ce qui se vit de l'autre côté des ponts. En région, on s'étonne tantôt du débat entourant le droit d'un enfant sikh de porter à l'école le petit couteau sous son turban, tantôt de la polémique entourant la présence d'un sapin de Noël devant l'Hôtel de Ville de Montréal, tel un affront aux autres pratiques religieuses présentes sur l'île. En ville, bien que les citoyens réalisent très bien la relation directe qu'il y a entre ce qu'ils mangent et ce qui est produit à la campagne, leurs préoccupations des problèmes vécus en région ne dépassent guère ce stade.

« Ils ne peuvent pas tout comprendre, de la même façon que les gens des régions ne peuvent pas comprendre toutes les problématiques quotidiennes des gens de la ville, expose Françoise David. Chacun est enfermé dans la solitude de son quotidien. »

Mais les choses changent. Des ponts s'établissent. Un mouvement citoyen comme celui de l'Union paysanne contribue fortement à porter le débat de l'agriculture sur la place publique. L'environnement, l'usage des pesticides dans la production alimentaire, les aliments biologiques, les OGM, voilà autant de sujets qui font désormais partie des préoccupations des citoyens. Pour sa part, Françoise David s'intéresse particulièrement à la mondialisation et au débat nord-sud concernant l'agriculture.

« D'un côté, nous voulons protéger notre agriculture, et de l'autre, nous n'acceptons pas que les pays pauvres en fassent autant. Cette contradiction se trouve aussi chez nos agriculteurs. Nous avons ici, je crois, un système de soutien minimal à l'agriculture, mais on refuse aux pays du Sud le recours à ces mécanismes. Il serait même plus logique que ces pays aident leur paysannerie à se développer, sachant qu'elle forme 80 pour cent de leur population. Ce déséquilibre, on l'entend chez les militants, mais il n'est pas très fort. Ce serait intéressant de savoir ce qu'en pense l'UPA ainsi que du dumping des produits dans les pays du Sud. »

Aussi, la présence de plus en plus marquée de produits biologiques sur les étales a forcé Françoise David à prendre position sur le sujet. Réfractaire au début au débat entre aliments biologiques et aliments conventionnels, qu'elle considérait comme un débat de luxe, elle est aujourd'hui plus sensible et plus consciente de la qualité des produits qui constituent son alimentation. De plus, elle observe chez les Montréalais un intérêt évident pour les produits du terroir, ce qui, de son avis, est un mouvement d'encouragement des citoyens envers les producteurs locaux.

Les mégaporcheries et les mini-barrages sur les rivières du Québec font aussi désormais partie des discussions des gens de la ville. « Ils se sentent très concernés parce qu'ils voient bien que le premier point touche à ce qu'ils ont dans leur assiette, et l'autre, à la beauté des campagnes. Ça touche leur plaisir à sortir de la ville. C'est égoïste, mais c'est la réalité. »

Nul doute pour Françoise David que « l'Union paysanne, avec son inclusion des citoyens dans une problématique agricole, permet entre les régions urbaines et les régions rurales un lien qui est nouveau et salutaire ». Elle rêve même d'un programme d'échanges scolaires obligatoires entre les régions. Voir des familles de tout le Québec accueillir des enfants d'autres régions, voilà une piste à explorer. ☀

# La campagne...

Pour ce numéro du Journal consacré à la grande région urbaine de Montréal, nous avons voulu demander à quelques personnalités qui se font de plus en plus entendre sur la place publique quelle est leur connaissance du dossier agricole et, par ricochet, des régions, eux qui militent dans et pour la ville. Un grand merci à Françoise David, de Solidaires d'abord, à François Saillant, du Front d'action populaire en réaménagement urbain, et à Amir Kadhir, de l'Union des forces progressistes, qui ont aimablement accordé une entrevue à notre collaboratrice Muriel Bittar.

## À chacun ses réalités

Par Raynald Laflamme  
Propos recueillis par Muriel Bittar

Au-delà des luttes menées pour l'amélioration de l'existence de nos semblables, chaque cause accapare les énergies pour porter le changement, et impose ainsi ses propres limites d'action et de compréhension des autres problèmes de société.

François Saillant, responsable et porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain, le FRAPRU, n'échappe pas à cette dynamique restrictive. Depuis 1978, cet organisme de défense et d'amélioration des conditions de logement et de vie de la population à faible revenu a mené bien des batailles. Encore aujourd'hui, avec une recrudescence de la crise du logement, un taux d'occupation de 0,6% à Montréal et à Gatineau et de 0,8% à Québec, le FRAPRU en a plein les bras, mais pas au point où François Saillant n'aurait pas d'opinion sur d'autres sujets. Voici ses propos concernant l'agriculture, le clivage entre villes et régions, et la dynamique d'implantation des immigrants au Québec.

### Un autre discours

Des luttes du début, il y a 25 ans, alors que le FRAPRU intervenait sur la question du zonage agricole aux côtés de l'Union des producteurs agricoles, François Saillant a pu observer la transformation du syndicat d'agriculteurs. L'organisme catholique d'appui aux producteurs a bien changé depuis sa prise de position avec les centrales syndicales lors de la crise d'octobre. Aujourd'hui, il est d'avis que l'UPA est devenue le porte-parole des grandes associations patronales qui tuent les petits agriculteurs et forment de grands monopoles. L'organisation syndicale a aussi perdu de vue certaines préoccupations : elle ne prend pas position sur des questions comme l'écologie, la mondialisation, le libre-échange. Il n'est donc pas surprenant de sentir François Saillant personnellement intéressé par le mouvement de l'Union paysanne, qui « tient un autre discours, moins sur la productivité, plus sur la qualité de l'aliment, de l'environnement ».

Par le biais des OGM et de leur étiquetage, des aliments biolo-

giques, de l'exploitation agricole par les multinationales, des mégaporcheries, des forêts et des barrages sur les rivières, les préoccupations des régions touchent de plus en plus toutes les couches sociales des gens de la ville. Mais du discours à l'action quotidienne, il y a la limite qu'impose la pauvreté : « Les pauvres achètent les aliments les moins chers. Leur problème est avant tout d'avoir à manger. Beaucoup font appel aux banques alimentaires. La situation financière et sociale de plus d'un cinquième de la population de la ville est de plus en plus précaire et fragile. »

Il est conscient en tant que citoyen qu'il doit poser des gestes concrets, comme changer ses habitudes alimentaires, mais le rythme de vie en ville rend cela parfois difficile. Avant, plus jeune, en santé, et très occupé, il s'alimentait beaucoup du côté de la restauration rapide. « C'était très tentant et très rapide. » Maintenant, il va acheter ses fruits et légumes directement des producteurs au marché. Il est d'avis que les citoyens devraient privilégier davantage ce lien avec les producteurs, « mais les politiques gouvernementales ne facilitent pas ce type d'action ».

### La pauvreté en concentré

Le Québec s'est urbanisé rapidement et, avec cette urbanisation, les liens avec le milieu rural ont disparu tout aussi rapidement. À une certaine époque, rappelle-t-il, « nous avions tous un parent encore agriculteur, mais ils ont vieilli et la plupart sont décédés ». Le temps et la distance ont façonné le clivage que le Québec connaît aujourd'hui. L'incompréhension de nos réalités respectives est présente de part et d'autre. Il en fait porter une part de responsabilité aux médias basés à Montréal, qui, dit-il, ne parlent pas des régions. « Les médias publics ont souffert des coupures gouvernementales, et les privés ne voient pas l'intérêt économique d'aller en région, ce qui fait que, en ville, on est peu informé sur les régions. »

Montréal est, selon sa compréhension, plutôt mal vue dans



François Saillant

le reste du Québec. Elle attire l'économie. Cela ne se fait pas sans créer de nouveaux problèmes. « Cette concentration d'activités économiques occasionne aussi une concentration de la pauvreté. Est-ce que les gens des régions savent qu'ici, plus de 50% des gens paient plus de la moitié de leur revenu pour se loger? »

### Des communautés culturelles captives

C'est un fait : les communautés culturelles ne sortent pas de Montréal. Il n'y a là rien pour affaiblir le clivage entre le Montréal multiculturel et le reste du Québec, blanc et catholique. En tant que responsable d'un organisme qui aide les citoyens et les citoyennes des communautés ethniques à se trouver du logement, François Saillant pose le problème en ces termes : « C'est normal, les gens ont besoin de se regrouper pour échanger, se retrouver avec des compatriotes qui leur donnent des nouvelles de leur pays, qui les aident et avec lesquels ils sont à l'aise au moins au début, lors de l'installation. C'est une période délicate, fragile et difficile pour la plupart. »

Bien qu'il pense qu'il faut des politiques « aidantes » pour que les gens aillent s'installer en région, à vrai dire Montréal est devenue une plaque tournante pour l'immigration à destination de Toronto et des États-Unis. « Donc, pour ceux qui sont ici provisoirement, c'est plus logique d'être en ville qu'en région. »

De toute évidence, Montréal fait partie du Québec, mais le Québec ne se résume pas à Montréal non plus. Chacun y vit ses réalités. ☀

# ...vue de Montréal

## « Montréal se suffit à elle-même »

Propos recueillis par Roméo Bouchard

Hugo Latulippe est le réalisateur de Bacon, le film, le premier d'une trilogie sur l'environnement dont deux sont à venir. Il termine actuellement un film sur le Tibet, une histoire de résistance peu commune, et un autre sur un Requiem de l'Orchestre métropolitain, avec le non moins commun jeune chef d'orchestre Nezet-Seguin.

Laure Waridel, sa compagne, qui a joué un rôle de premier plan

dans la mise en place du commerce équitable et d'Équiterre, vient de publier une troisième édition entièrement révisée de L'Envers de l'assiette, dont nous faisons la présentation plus loin. Leur fils de 14 mois se nomme Colin et a poussé en même temps que la petite maison qu'ils se sont bâtie, dans la simplicité la plus totale, sur l'Isle Verte, dans le Bas-Saint-Laurent.

Toute la famille a participé de près à la naissance de l'Union paysanne.

Union paysanne, le journal- Existe-t-il un fossé entre Montréal et le reste du Québec?

Hugo - Le Québec est grand. Montréal s'étend, et il faut aller de plus en plus loin pour rejoindre la campagne, contrairement à bien des villes européennes. À part les gens aisés, qui peuvent se payer des vacances ou un chalet



Laure Waridel et Hugo Latulippe

à la campagne, la majorité des gens de Montréal n'ont plus de contact physique avec le reste du Québec. Et quand on n'a pas de contact physique avec un pays, ça ne nous regarde pas. C'est un peu comme l'Irak. Quand on dit aux gens qu'on vient de se bâtir une maison à l'Isle Verte, personne n'a l'air de savoir dans quel coin du Québec c'est situé, même à Rivière-du-Loup.

Tout cela est involontaire souvent. On vient en ville pour exercer des métiers technologiques, puis on est pris dans l'engrenage : la vie est chère, il faut travailler comme des fous, et impossible d'en sortir ou de s'acheter une propriété en ville, et encore moins ailleurs. De sorte que Montréal devient une ville qui se suffit à elle-même et qui n'a plus de racines à l'extérieur. Pour les jeunes qui sont nés ici, le Québec, c'est Montréal. Pour eux, la planète est plus importante que le pays, qui, lui, se détériore d'ailleurs.

UPJ - L'alimentation ne devient-elle pas aujourd'hui pour beaucoup d'urbains une occasion de rétablir un lien avec la terre, la campagne? Le dernier sondage d'Équiterre révélait une préoccupation en ce sens.

Hugo - Je pense personnellement que pour la majorité des urbains, tout cela est bien abstrait et bien intellectuel. Ils ne sentent pas ce lien. Ceux qui cherchent à manger bio le font pour la santé, pour le goût. Le lien avec la terre reste le fait de quelques intellectuels.

Laure - On ne peut nier qu'il y a un courant cependant en ce sens, et l'agriculture soutenue par la communauté et la popularité des marchés en est une illustration. Nous travaillons tous en peu dans ce sens.

UPJ - Êtes-vous en train de dire que l'idée de pays est en voie de disparition et n'est plus possible, à l'époque où pourtant les communications sont omniprésentes?

Hugo - Les distances jouent contre la notion de pays. Sans contact physique, il n'y a pas de pays, pas de rapport au territoire et à l'écosystème. La communication, à l'heure de la mondialisation, est virtuelle. La

## Tenter sa chance en ville...

Par Raynald Laflamme  
Propos recueillis par Muriel Bittar

Figure montante en politique québécoise, l'ex-candidat vedette de l'Union des forces progressistes (UFP) dans Mercier aux dernières élections provinciales, Amir Kadhir, coopérant de Médecins du monde, jure avoir une connaissance « limitée et modeste » du dossier agricole. Toutefois, quand il fait le détail de sa pensée sur le sujet, tout y est.

Développement favorisant les centres urbains, problème de l'occupation du territoire, besoin d'une agriculture plus humaine et plus durable, développement agricole soumis aux lois du marché et à la concurrence, agriculture intensive et à grande échelle, productivisme, pesticides, herbicides, mécanisation à outrance, pratiques d'élevage intensif et problèmes environnementaux en découlant, voilà son propos.

Ces valeurs progressistes concernant le développement de l'agriculture au Québec font partie de la plate-forme électorale de l'UFP. On y parle de donner priorité au développement de l'agriculture durable, en supprimant progressivement l'aide financière aux entreprises agricoles de type industriel pour réorienter ces sommes vers des fermes familiales ou paysannes. On y promeut aussi la reconnaissance du pluralisme syndical dans le monde agricole. La déclaration de propriété collective de toutes les ressources naturelles contrôlées et gérées collectivement dans le respect des droits acquis des petits producteurs demeure la pierre angulaire de leur politique touchant l'agriculture.

« L'UFP est un jeune parti, et sa plate-forme politique est encore en élaboration, mais de toute évidence, les pratiques agricoles alternatives seront favorisées, introduisant d'autres valeurs : respect de l'environnement, équité, durabilité. »

Pour réaliser de tels changements, il faudra faire des choix douloureux, juge Amir Kadhir. Avec l'ouverture des négociations touchant l'agriculture à l'OMC, il faudra, dit-il, toucher aux subventions à l'exportation. « Il va falloir accepter de baisser notre profit pour ne pas détruire l'économie des autres pays, en sachant qu'à long terme le Québec trouvera son créneau et sa voie agricole. Les rapports d'échange actuels sont de piètre qualité, injustes et inéquitables. »

Il s'inquiète ici des effets du dumping des produits agricoles en provenance de nos voisins du sud. Les



Amir Kadhir

États-Unis ne font de quartier à personne : considérons l'exemple du Gabon, pays déjà si pauvre, producteur de coton, qui voit son marché submergé par le coton états-uniens, subventionné à 58 pour cent.

Enfin, Amir Kadhir considère que la question alimentaire est une fenêtre de conscientisation populaire très efficace. Dans les centres urbains, de plus en plus de citoyens sont inquiétés par la qualité de leur alimentation. Ils font de plus en plus le lien entre la qualité de leurs aliments et le type de production recherché, et le choix de développement rural qu'un gouvernement devrait faire pour assurer un minimum de qualité. « Cette problématique les amène à s'intéresser sérieusement à la production agricole et rend leur préoccupation plus concrète. » De fait, il a pu observer que beaucoup de jeunes urbains en contact constant avec ce discours désirent s'installer à la campagne pour implanter des pratiques de production alternatives.

### Les régions oubliées

Le Québec est un grand pays où les distances sont énormes. L'installation dans les régions pour les immigrants est parsemée d'embûches. Avec un si grand territoire, Amir Kadhir juge qu'on ne peut s'attendre à avoir les mêmes structures d'accueil partout. Certaines régions, comme Sherbrooke, font des efforts. « Mais c'est encore timide et sporadique. » Ce manque de structures d'accueil fait que les immigrants choisissent Montréal, où tout un réseau parallèle s'est développé pour rendre l'installation plus facile. « Ce regroupement est normal. » Cela est sans compter sur l'absence de volonté politique du gouvernement du Québec de faire du développement régional une priorité.

« Il n'y a pas que les immigrants qui délaissent les régions. L'exode rural est une réalité dont souffre le Québec. Les Québécois également vont tenter leur chance dans les grands centres urbains, et Montréal en est le principal. »

Pour un urbain qui dit avoir une connaissance mitigée du sujet, le discours de Amir Kadhir est comme un pont entre la ville et la campagne. ☀

## La Tête à Papineau

# Heureusement, il existe des moyens pour résister...

Laure Waridel, L'envers de l'assiette et quelques idées pour la remettre à l'endroit, Montréal, 2003, éditions Écosociété et Environnement Jeunesse, 173 pages.



Laure Waridel, co-fondatrice de Équiterre et auteure de quelques livres sur le commerce du café, nous offre une édition complètement remaniée de son livre *L'envers de l'assiette*. Publié chez Écosociété en collaboration avec l'organisme Environnement Jeunesse, ce livre est un intéressant manuel pour apprendre à consommer de façon plus saine et plus équitable. Laure Waridel a

élaboré quatre principes pour comprendre la consommation alimentaire : les 3 N-J, Le Nu, le Non-loin, le Naturel et le Juste. Facile à retenir, mais plus difficile à appliquer dans un contexte où les chaînes de production alimentaire sont de plus en plus complexes et opaques.

Le Nu, c'est tout simplement le rejet du sur-emballage et de la sur-transformation. Acheter des aliments en vrac ou non emballés contribue à réduire la production polluante et énergivore de matériaux d'emballage comme le plastique, le papier, le polystyrène, etc. Nous produisons aujourd'hui 80 pour cent plus d'emballage qu'en 1960, soit environ 200 kg par année et par personne. Et les emballages constituent le tiers de notre sac de poubelle.

Le Non-loin, c'est l'achat d'aliments produits localement. Acheter local est important pour

plusieurs raisons : d'abord, les aliments locaux contiennent moins de pesticides et d'agents de conservation, car ils ne sont pas traités pour effectuer de longs voyages. Deuxièmement, cela contribue au dynamisme économique des régions du Québec. Troisièmement, la consommation de produits locaux, même en hiver (il faut s'adapter aux saisons et avoir une alimentation souple), réduit le transport routier et la pollution qu'il produit.

Le Naturel concerne le caractère « biologique » des aliments. Waridel nous donne la liste des pesticides et des agents de conservation et de saveur qui sont utilisés dans l'agroalimentaire. Plusieurs sont dangereux pour la santé humaine, créant des perturbations dans l'évolution de l'espèce humaine (et que dire des animaux, qui sont encore plus sensibles que nous?). La production biologique, au contraire, cherche à récolter les fruits de la nature et à travailler en accord avec son rythme et sa capacité. Le biologique contribue ainsi à la conser-

vation de la terre et à la santé humaine. Par exemple, plusieurs pesticides entrant dans la famille des polluants organiques persistants (POP), comme le DDT et les organochlorés, perturbent l'équilibre hormonal et sont susceptibles d'affecter le système reproducteur, les facultés intellectuelles et le système immunitaire. Des études états-uniennes montrent que les femmes victimes d'un cancer du sein « ont un niveau de résidus de pesticides organochlorés de 50% à 60% plus élevé dans [leurs] tissus que les femmes en santé ». Qu'on se le dise!

Enfin, le Juste, c'est l'achat d'aliments dont la production a respecté les droits humains fondamentaux. Vous êtes-vous demandé pourquoi des produits fabriqués en Chine pouvaient coûter moins de 1 dollar, malgré les coûts de transport? Parce que ceux qui les ont faits n'ont eu que très peu d'argent en échange. Le Juste, c'est intégrer des valeurs humanistes et humanitaires dans les règles du commerce international. Le café demeure le chef de file de cette

philosophie : de plus en plus de consommateurs du Nord boivent du café fabriqué dans des coopératives de travailleurs qui redistribuent les profits dans leur communauté. Ils peuvent le faire parce que leur café est acheté de deux à trois fois plus cher que sur les marchés conventionnels par des importateurs qui se soucient de développement social plus que de profit. Mais le commerce équitable, ce n'est pas que le café : c'est aussi plusieurs fruits et jus de fruits, des produits de la forêt comme les noix, la palme et le bois, de l'artisanat, du thé et du cacao.

Ce livre est, d'une part, un excellent manuel qui offre, avec des sections comme « Savoir lire les étiquettes », « Consommation » et « Le saviez-vous... », plusieurs exemples et trucs concrets pour mieux s'alimenter. D'autre part, il est un très bon ouvrage de vulgarisation scientifique, bien documenté, et qui nous apporte plusieurs informations factuelles sur l'état de l'alimentation et de la production agroalimentaire dans le monde. 

Marco Silvestro

# Histoires de monstres

Hervé Kempf, La guerre secrète des OGM, Paris, 2003, Éditions du Seuil, 306 pages.

La majorité des gens ont découvert les organismes génétiquement modifiés (OGM) ces dernières années; l'OGM est un nouveau personnage dans l'histoire humaine, et il est encore bien mal connu même s'il est né en 1976. Hervé Kempf, journaliste scientifique au quotidien *Le Monde*, publie aux Éditions du Seuil une Guerre secrète des OGM qui retrace l'histoire de la modification génétique depuis ses débuts. Son livre se lit comme un roman où l'on voit s'affronter des joueurs (scientifiques, industriels, politiques et médiatiques) de plus en plus dominés par l'intérêt économique plutôt que par l'agriculture durable, la santé humaine et le principe de précaution, voire même la recherche désintéressée.

d'une petite compagnie familiale devenue avide de pouvoir et d'argent, faisant des choix coûteux pour investir et contrôler un marché se retrouvant aujourd'hui à la merci de deux types de produits : les semences transgéniques et les pesticides de synthèse.

Monsanto est un géant dans l'histoire chimique des États-Unis, une compagnie qui a toujours su placer ses sympathisants dans les hautes officines de l'État. Elle a fabriqué l'aspirine jusqu'à tout récemment. Elle a fourni le tiers de l'Agent Orange (un défoliant) qui a été utilisé durant la guerre du Vietnam pour éclaircir la jungle, laissant encore aujourd'hui des traces chez les nouveau-nés. Elle fabriquait aussi du DDT et du plutonium, elle a fait des recherches sur les armes bactériologiques. Elle cherche maintenant à imposer ses semences RoundUp Ready, les seules qui, d'une part, résistent à son herbicide RoundUp et, d'autre part, sont brevetées et ne peuvent être réutilisées sans l'accord de la compagnie. Monsanto a aussi tenté d'imposer ses semences Terminator (ainsi baptisées par un activiste du Manitoba), lesquelles ne peuvent se reproduire, obligeant les agriculteurs à racheter, année après année, d'autres semences...

Mais l'histoire des OGM n'est pas la seule histoire de Monsanto. Même s'ils sont nés en 1976 dans les laboratoires, les OGM n'arrivent sur le marché qu'en 1994 et font tout de suite un tabac. Monsanto vend sa technologie à plusieurs de ses concurrents pendant qu'elle achète d'autres compagnies, dépensant 7 milliards de dollars en 3 ans. Les surfaces cultivées aux OGM passent de 1,7 million d'hectares en 1994 à 40 millions en 1999, principalement au Canada et aux États-Unis. Les plantes transgéniques se multiplient : maïs, blé, colza, soja, coton, tomates et pommes de terre. L'action en bourse de Monsanto crève les nuages. Tout le monde est content, même plusieurs écologistes qui croyaient que les OGM allaient réduire l'utilisation des pesticides. En 1996, lors des premières ventes de maïs transgénique à des agriculteurs français, « les OGM sont perçus comme une nouvelle étape, une solution aux problèmes du productivisme, une nouvelle ère agricole ».

Tout ce beau monde commença à déchanter lorsque éclate en Angleterre, en 1996, le scandale de la transmission de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB : vache folle) à l'homme. On apprend peu après que le colza



Commence alors un majestueux ballet surréaliste à l'échelle mondiale, où tout le monde fait pression sur tout le monde pour faire accepter ou rejeter les OGM. On découvre des conflits d'intérêts, des jeux de pouvoir, de la stratégie politique, du tordage de bras. Et dans tout cela, seuls les paysans, les écologistes et certains consommateurs semblent se souvenir que le problème demeure celui de l'indépendance des agriculteurs face aux grandes compagnies et, par-dessus tout, celui de la santé humaine et animale.

Un moratoire sera finalement décrété en Europe (1999), les OGM interdits dans une trentaine de pays, une convention sur la biodiversité sera signée à Montréal (2000), des pays en développement refuseront l'aide humanitaire états-unienne au nom du principe de précaution (2002), et le groupe des exportateurs d'OGM – Canada, États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande – se retrouve de plus en plus marginalisé, empiétant les surplus de produits. Ce que raconte Kempf n'est pas une belle histoire, c'est plutôt le récit de la création de monstres dans le but explicite de faire de l'argent plus facilement, sans se soucier des effets des OGM sur les consommateurs et sur l'environnement. Aujourd'hui, Monsanto est dans le trouble, proche de la faillite. Ce n'est qu'un juste retour des choses. 

## Les champs de l'Histoire

# Délire à Mirabel!

Note : l'auteur de cette chronique, Gilles Boileau, est un géographe qui a enseigné à l'Université de Montréal pendant 30 ans, a été commissaire au BAPE et s'est impliqué dans plusieurs sociétés historiques et sociétés de la faune. Il dirige la rédaction de Histoire-Québec, revue de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec.

Gilles Boileau

« Hold up à Mirabel »... Dans la région de Montréal, plusieurs se souviennent de ces grands panneaux jaunes apposés sur les granges et les maisons du territoire exproprié, par lesquels les victimes du grand hold-up de mars 1969 voulaient manifester leur profonde indignation envers les autorités fédérales, qui venaient les déposséder de leur patrimoine et de l'héritage qu'ils se proposaient de laisser à leurs enfants.

La malheureuse décision des autorités d'ADM de transférer les vols de Mirabel à Dorval en 1996 et la décision plus invraisemblable encore récemment de donner à cet aéroport le nom d'un « agresseur » reconnu nous obligent à revenir encore une fois sur la triste histoire de Mirabel.

Rappelons ce qu'écrivait Mgr Charles Valois, évêque de Saint-Jérôme et défenseur convaincu des expropriés, dans *La Mémoire de Mirabel* : « Les habitants de onze villages touchés par l'expropriation de Mirabel ont connu eux aussi l'exil, comme le peuple de Dieu dans l'Ancien Testament. Plusieurs sont partis, sous une pression aussi injuste qu'à courte

vue; d'autres sont devenus des étrangers sur les terres que leurs ancêtres avaient arrachées à la forêt. »

C'est le 27 mars 1969 que le gouvernement fédéral annonçait son intention de construire le nouvel aéroport international de Montréal. Pour donner suite à ce projet démentiel, Ottawa a exproprié près de 100 000 acres des meilleures terres agricoles du Québec, sur lesquelles vivaient plus d'un millier de familles.

La décision, prise dans une sorte de délire politique, d'honorer la mémoire du bourreau de Mirabel rappellera, aussi longtemps que sa mémoire survivra, qu'on aurait pu épargner à des milliers de personnes une quantité appréciable de soucis et de chagrin. Pendant plus de 15 ans, de 1969 à 1985 surtout, des fonctionnaires méprisants, des hommes politiques arrogants, des concitoyens indifférents et bien d'autres ont assisté sans broncher à la lutte que menaient les hommes et les femmes de Mirabel.

Il ne faudra jamais oublier que le premier ministre Trudeau, lors de l'inauguration du nouvel aéro-

port, avait déclaré sans rire que c'était là le « projet du siècle ». Parmi les gens bien qui applaudirent béatement à cette déclaration, il y avait entre autres Mgr Bernard Hubert, évêque de Saint-Jérôme, et Robert Bourassa, ci-devant premier ministre du territoire dépossédé. Si on ajoute aux paroles du « grand homme » quelques divagations comme les six pistes prévues pour 2005, les douze millions de voyageurs par année et même un fumeux projet d'université à Saint-Jérôme, nous mesurons d'un simple coup d'œil la dimension de l'insulte faite aux Québécois et aux milliers d'expropriés de Sainte-Scholastique et des alentours en immortalisant le nom de ce cynique agresseur, pour reprendre les termes de J.-Jacques Samson, dans *Le Soleil*.

Le successeur de Mgr Hubert, Mgr Charles Valois, sut manifester quant à lui compréhension et compassion à l'endroit des malheureuses victimes de cette grande raffe. Il faut aussi souligner la conduite exemplaire du ministre Jean-Paul Lallier, député de Deux-Montagnes, dont la famille était originaire de Sainte-Scholastique – son père y avait été boulanger –, qui avait eu la

décence et l'honneur de ne pas assister à cette prise de possession officielle, par le fédéral, de l'un des plus beaux terroirs du Québec.

Même s'il ne faut pas oublier les bêtises de ceux qui ont imaginé cette vaste escroquerie, il serait plus utile et plus juste de rendre

hommage aux paysans de l'espace exproprié pour les leçons de courage et de solidarité qu'ils nous ont données. S'il y a encore des paysans à Mirabel, et une agriculture bien vivante, c'est grâce aux expropriés de 1969. Jamais la relation entre « pays » et « paysans » n'aura été plus intime et plus vraie. 

## Le bon manger

# Une nouvelle gamme de pains biologiques

Par Raynard Laflamme

Une bonne nouvelle en alimentation n'est jamais trop vieille pour être passée sous silence sous prétexte que l'événement s'est déroulé il y a déjà plus de six mois. Et comme *Le Journal* était au printemps encore un projet à peaufiner, raison de plus pour vous parler de la gamme de pains santé biologiques lancée le 31 mars par la Boulangerie St-Méthode.

Le lancement de la nouvelle gamme, sous le nom Naturo-Bio, correspond au virage santé

qui est une ancienne variété de blé dur enregistrée. La saveur modérée propose les pains Lin et Épeautre. Ceux et celles qui recherchent les saveurs généreuses se tourneront du côté des pains Tournesol-Lin-Sésame et Orge-Millet-Sarrasin.

Le développement de Naturo-Bio est la force motrice et l'inspiration créatrice de l'artisan maître-boulangier Gaston Faucher, membre de l'entreprise familiale qui compte quatre autres frères. Son savoir-faire, son intégrité et la



amorcé par l'entreprise depuis quelques années. Elle vient s'ajouter aux gammes de pains santé déjà développés : les pains sans gras et sans sucre, et les pains à l'huile d'olive.

Naturo-Bio, dont l'intégrité biologique est certifiée par Écocert, compte une sélection inédite de huit pains que l'entreprise n'hésite pas à qualifier d'authentiques, de haute qualité biologique et pleine saveur. Particularité innovante en plus du tableau des allégations santé, chaque emballage comprend une description et une qualification de l'intensité du goût.

Sous la saveur délicate, le consommateur averti trouvera les pains Intégral, Mîche intégrale-Sésame, Sandwich bio et Kamut,

sélection d'ingrédients de qualité assurent le pont entre la tradition et l'innovation, tout en perpétuant le goût de l'authenticité qui caractérise la Boulangerie St-Méthode depuis maintenant plus de 50 ans.

Avec Naturo-Bio, la Boulangerie St-Méthode innove également par son réseau de distribution de pains biologiques certifiés couvrant tout le territoire du Québec. Ils sont distribués dans la majorité des grandes chaînes alimentaires.

La Boulangerie St-Méthode compte maintenant 200 employés et commercialise sous sa marque plus de 200 variétés de produits réputés pour leur qualité nutritive et leur goût assuré. L'entreprise familiale a un chiffre d'affaires annuel de 18 millions de dollars. 

## Zone verte ou zone brune?

# À qui appartient la zone verte?

Pierre Laterrière

gdes@sympatico.ca · Tél. (418) 842-9589 et (418) 635-1127

Le zonage agricole et son application ont des conséquences importantes sur la pratique de l'agriculture, mais aussi sur l'aménagement et l'occupation du territoire rural et ses nombreuses utilisations autres qu'agricoles.

M. Pierre Laterrière, producteur forestier de Charlevoix et consultant privé en zonage agricole, invite ceux qui vivent des problèmes avec la Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ) et le Tribunal administratif du Québec (TAQ), qui traite les demandes de révision des décisions de la Commission, à communiquer avec lui. Les quelque 5000 personnes par année, dispersés sur le territoire, et même les municipalités rurales qui demandent des autorisations à la Commission ne font pas le poids face au puissant lobby de l'UPA sur la Commission.

Dans cette chronique, il tentera de préciser les droits de chacun et, par l'analyse de cas pratiques parfois révoltants, de faire ressortir l'incohérence de l'appli-

cation que la Commission fait de la loi. Il espère pouvoir ainsi confectionner un dossier choc capable d'ébranler les purs orthodoxes de la Commission et de l'UPA.

La CPTAQ applique à sa façon la loi 23 (1997), modifiée par la loi 184 (2001), et doit tenir compte des orientations gouvernementales en matière d'aménagement et de protection du territoire et des activités agricoles (2001). La loi 23 avait elle-même modifié la loi de 1978 sur le zonage en introduisant le droit de produire (immunité) pour faire taire les opposants aux porcheries industrielles. Dans l'esprit de la Commission, le but visé n'est pas seulement de préserver les terres agricoles et d'y accorder la priorité à l'usage agricole, mais de réserver la zone verte à l'agriculture industrielle en y excluant résidences et agriculteurs paysans : « Les maisons en ville et l'agriculture en campagne », triomphait un haut fonctionnaire à la suite des réformes de 2001.

Au cœur de cette application restrictive se trouve l'article 61.1

qui oblige celui qui veut exercer un usage non agricole en zone agricole à démontrer qu'il n'est pas possible de l'exercer en zone blanche, article que le TAQ lui-même considère comme inadéquat. Également, les dispositions de l'article 62 sur l'homogénéité de la zone agricole et la notion de viabilité de l'entreprise agricole de celui qui veut s'établir en zone verte. Les orientations gouvernementales, dictées comme le reste sous la pression de l'UPA, considèrent littéralement les usages non agricoles en zone verte comme des irritants pour les agriculteurs.

Quant à la nécessité d'assurer la pérennité d'une agriculture durable en tenant compte des particularités régionales et locales et de la viabilité économique des communautés en dépeuplement, les commissaires et l'UPA, qui exercent une sorte de droit de veto aux diverses étapes du cheminement des demandes, ne veulent pas en tenir compte, du moins, tout l'indique. 

# Cancún Les tyrans sur la plage, les peuples dans la boue

Marco Silvestro, de Cancún

Pour plusieurs, Cancún est une magnifique station balnéaire de la mer des Caraïbes. Pour d'autres, elle est un exemple frappant d'impérialisme touristique qui détruit les habitats naturels et propage la laideur occidentale. En réalité, Cancún est une forteresse facile à garder. En effet, la zone hôtelière s'étend sur une bande de terre large d'au plus 100 mètres avec, d'un côté, la mer des Caraïbes et, de l'autre, une lagune plutôt polluée. Il s'agissait de mettre une barrière à chaque bout de la bande de terre, d'interdire l'accès aux côtes par quelques vedettes de la garde côtière, de mobiliser des milliers de surnuméraires et de cadets de l'armée, et le tour était joué. Les touristes, on le sait bien, ne sont pas politisés et ne représentent pas un danger tant qu'on garde les centres commerciaux ouverts. En plus, ça leur fait une vraie aventure à raconter au retour...

Il n'y a donc pas eu de danger pour la sécurité des ministres et de leurs sherpas-négociateurs lors de la cinquième réunion ministérielle de l'OMC à Cancún en septembre dernier. Malgré quelques actions intéressantes réalisées par des représentants

des organisations non gouvernementales (ONG), par des activistes particulièrement audacieux et par des manifestants en majorité pacifiques, le grandiose déploiement sécuritaire n'a servi pratiquement à rien. Encore une fois, l'OMC a montré sa trouille de la contestation et son penchant pour les négociations secrètes, à l'abri du regard des peuples concernés. Et en plus, les ministres n'arrivent jamais à s'entendre. De mauvaises langues pourraient dire qu'ils ne se réunissent que pour les hors-d'œuvre et les grands hôtels, les cocktails servis par des valets et les jolies hôtesse qui sourient à s'en décrocher les mâchoires.

Il est intéressant d'évoquer deux paradoxes dans la position canadienne :

1. Le Canada a toujours dit qu'il ne veut pas de « chapitre 11 » dans la ZLEA ou à l'OMC. Le « chapitre 11 » est une disposition de l'ALENA relative à la protection des investissements. Il permet, entre autres choses, à une entreprise de poursuivre un État sous certaines conditions. Le Canada s'est fait avoir avec cette disposition. Or, que faisait notre cher « minisse Pettiscrew » à Cancún, lorsqu'il ne déambulait

pas d'un air conquérant sur les plages? Il était le « facilitateur » (président) des discussions sur l'établissement de normes pour la protection des investissements.

2. Le Canada a toujours assuré à ses agriculteurs qu'il veut conserver le système de la gestion de l'offre. Ce dernier permet de garantir aux agriculteurs des prix décents dans certains secteurs (blé, lait, œufs, volailles). Ce système n'en est pas un de subventions directes, mais il fait en sorte de maintenir des prix plus élevés qu'avec le libre marché, et il bloque l'importation de ces produits. Mais de l'autre côté, le Canada fait partie du « Groupe de Cairns » – 17 petits et moyens pays exportateurs de produits agricoles –, dont la revendication première est l'élimination des contraintes à l'exportation des produits agricoles et des « distortions » qui empêchent le libre marché. Lyle Vanclief, ministre de l'Agriculture du Canada, a d'ailleurs dit que la gestion de l'offre n'était pas menacée, mais qu'il faudrait y apporter « des ajustements ». Sauf vot' respect, on ne vous croira pas sur parole, monsieur le ministre.

Finalement, l'échec de la réunion de Cancún est une bonne chose

pour le gouvernement canadien : ça l'empêche d'être mis devant ses contradictions. D'ailleurs, le président du Syndicat des producteurs de volaille du Québec s'est permis de déchirer le texte de l'Accord sur l'agriculture « dans la face » du ministre Vanclief pour lui exprimer son désaccord.

## La multiplication des agoras

Heureusement, il y a ce qu'on appelle la « société civile » pour rendre les choses plus constructives et moins obtuses. Pendant que nos dignes représentants démocratiquement élus discutaient derrière des portes closes, plus de 14 forums alternatifs ont eu lieu à Cancún, en ville et dans la zone hôtelière barricadée, soit plus de cent conférences, teach-in, panels de discussion et plénières décisionnelles, commandités par des dizaines d'organisations comme des ONG, des syndicats, des coalitions internationales. Naturellement, personne n'en a entendu parler ici. Ce n'est pas important pour nos médias de masse avides de casse, d'enjeux locaux et de chiens écrasés. Pourtant, entre 6000 et 10 000 personnes rassemblées pour discuter des alternatives à la libéralisation sauvage, c'est un peu plus important que l'histoire de Mme Chose qui s'est foulé un ongle en débarquant de l'autobus, non?

Ces forums ont touché une multitude de sujets qui, tous, se rejoignaient sous un thème



Photo: Marco Silvestro

directeur : les règles du commerce mondial qui sont tranquillement mises en place constituent un danger pour les petits producteurs (paysans, pêcheurs, artisans), pour les biens publics comme l'eau et l'air, en plus de renforcer certaines dominations (celle des pays riches sur les pays pauvres, celle des grosses compagnies sur les petits artisans, celle des hommes sur les femmes, celle des colonisateurs sur les peuples indigènes). De plus, ces règles ne favoriseront en rien les pays en développement, car le traitement préférentiel que ceux-ci demandent est loin d'être acquis. ☀

## Questions quizz

*Ce n'est pas tout que d'acheter des produits biologiques ou équitables. Il faut voir comment on s'en sert.*

*Qui est le plus grand acheteur mondial de coton certifié biologique? Réponse : Nike. Où est tissé et transformé ce coton? Dans les sweatshops des maquinadoras (zones franches) au nord du Mexique, par des femmes sous-payées et non syndiquées. Parfois aussi au cœur de Los Angeles ou de San Francisco, dans des ateliers clandestins où les employés sont pratiquement tenus en esclavage. Selon L'Atlas des femmes dans le monde, entre 80% et 87% des employés des entreprises textiles situées dans les « zones de production pour l'exportation » (zones franches) sont des femmes.*

*Qui est le plus grand acheteur mondial de café certifié équitable? Réponse : Starbucks Coffee, une des plus grandes chaînes de détaillants. Leur publicité affirme que chez Starbucks, le café est équitable, même s'il n'est pas identifié comme tel. En réalité, le café certifié équitable est disponible une seule journée par mois. La publicité, elle, est disponible toute l'année.*

## Cancún, d'autres nouvelles...

### Le commerce équitable

Le premier symposium international sur le commerce équitable a eu lieu dans la « zone de sécurité moyenne » de Cancún (entre la barrière principale et la forteresse du centre des conventions). Près de 200 acteurs du commerce équitable de partout dans les Amériques, de l'Europe, de l'Inde et de l'Afrique se sont rencontrés pour la première fois. Le commerce équitable est une alternative au commerce international conventionnel, en ce sens qu'il intègre des valeurs de justice sociale, de santé humaine et de protection de l'environnement. Cependant, il existe encore des inégalités entre le Nord et le Sud : les principes de certification et les cahiers des charges (les manières de produire) sont élaborés au Nord, tandis que les producteurs se retrouvent au Sud.

Même s'il reste dans la logique du marché, il ne fait aucun doute que le commerce équitable contribue directement à l'accroissement du bien-être des petits producteurs, à la protection de l'environnement (notez que la plupart des productions certifiées équitables sont aussi biologiques, certifiées ou non) de même qu'à la lutte contre le commerce de la drogue, dans la mesure où il devient plus intéressant de planter du café plutôt que de la coca quand le café est payé trois fois plus cher que dans le commerce conventionnel.

Les trois jours du Symposium ont permis d'atteindre la plupart des objectifs fixés. Il a ainsi été soulevé que, pour les producteurs, les enjeux étaient principalement de trouver un débouché à leurs produits et du financement pour faire la transition entre une production conventionnelle et une production plus respectueuse de l'environ-

nement. Pour eux, les règles de certification sont un détail quand les enfants meurent de faim ou d'avoir été exposés aux pesticides. Et le commerce équitable, qui leur rapporte de deux à trois fois plus pour le même produit, les enchante. Il a aussi été soulevé que les importateurs manquent de moyens et qu'ils ne peuvent pas acheter tout ce qu'ils voudraient et satisfaire à la demande de produits équitables qui, depuis cinq ans, croît de 20 pour cent par année.

### Les luttes paysannes

La Via Campesina (la voie paysanne) est une organisation mondiale qui, à travers 67 organisations nationales, fédère plus de 60 millions de paysans. La Via Campesina est maintenant devenue la référence internationale pour le relais des revendications paysannes, l'analyse des politiques mondiales et nationales, et la contestation de l'agenda néolibéral. À travers un concept fondamental, la souveraineté ali-

mentaire, la Via Campesina propose un nouvel axe pour la détermination des politiques agricoles : « Les communautés ont le droit de définir leurs propres politiques agricoles et alimentaires, de protéger et de réguler leur production intérieure agricole, et de protéger leur marché intérieur du dumping des surplus agricoles des autres pays. [...] La priorité doit être donnée à la production locale et régionale par rapport à l'exportation, en autorisant la protection vis-à-vis des importations à bas prix, en permettant l'aide publique pour les paysans, en soutenant la production alimentaire destinée à la consommation intérieure et en garantissant la stabilité des prix agricoles à un niveau international grâce à des traités sur la gestion de l'approvisionnement. »

À Cancún, Via Campesina a rassemblé près de 10 000 paysans des Amériques et d'ailleurs, dont 150 Coréens du Sud, qui ont perdu subitement leur leader, Lee Kyung Hae. ☀

## OMC está la muerte

*À Cancún, un homme s'est fait hara-kiri avec un canif suisse (Lee Kyung Hae, président de la Fédération des paysans et des pêcheurs de Corée du Sud). Cet événement hautement symbolique a passé comme le geste isolé d'un désespéré. Au contraire, il voulait révéler, par le sacrifice d'une vie, la réalité de plusieurs millions de paysans dans le monde. Selon Will Allen, du Sustainable Cotton Project (USA), près de 20 000 fermiers américains aux États-Unis se sont suicidés ces dernières années devant l'impossibilité de rembourser leurs dettes, alors que 20 000 autres ont vendu un de leurs reins pour régler des créances. Et selon Vandana Shiva, célèbre activiste indienne, autour de 20 000 fermiers indiens se sont suicidés depuis cinq ans à cause de leurs conditions de vie déplorables, qui les empêchent de faire vivre leurs familles et de conserver leur dignité. Les paysans sont notamment aux prises avec les semenciers et les banquiers qui les tiennent à la gorge. Dans la seule région de l'Andhra Pradesh, on recense 360 suicides de cultivateurs de coton entre décembre 1997 et avril 1998. Des suicides le plus souvent accomplis par ingestion d'insecticide...*



## Bas-Saint-Laurent

**E. Francis Beaulieu inc.**  
Spécialiste bière et micro-brasseries québécoises.  
169, Centre-Ville, Cabano (Qc)  
Tél: (418) 854-2213

**Ferre Charles A. Marois**  
Producteur de viande biologique (bœuf, veau de lait, porc) certifié Québec Vrai et Demeter depuis 14 ans.  
199, route 132 Est, Saint-André, GOL 2H0  
Téléphone : (418) 862-2279

**Nature Plus**  
Alimentation naturelle, Lucie Émond, N.D.  
2, Pelletier, Cabano (Québec)  
Tél : (418) 854-2001

**On recherche**  
Recherche équipement de boucherie  
Charles : (418) 862-2279

## Chaudière-Appalaches

**Forêt Ivoire**  
Aménagement forestier, reboisement, remise en production, travaux de récolte, non commercial.  
946 chemin Terrebonne, Saint-Jean-Chrysostome, Québec, G6Z 2K9  
Téléphone : (418) 839-8656, Cellulaire : (418) 573-9519

**A vendre, treuil utilitaire portatif neuf**  
Directement du manufacturier, fonctionne avec moteur de perceuse à essence, capacité de traction 2000 LBS, câble de 75 pieds, garantie un an.  
Information : (418) 836-3099

## Tarifs des petites annonces selon le nombres de parutions

Parutions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<b>minimum</b>	12.00	12.00	12.00	11.00	11.00	11.00	10.00	10.00	10.00	10.00
<b>plus de 20 mots</b>	.50/mot	.50	.50	.50	.50	.50	.50	.50	.50	.50
<b>caractère gras</b>	.50/mot	.50	.50	.50	.50	.50	.50	.50	.50	.50
<b>cadre</b>	.50/mot	.50	.50	.50	.50	.50	.50	.50	.50	.50
<b>logo ou photo</b>	tarifs sur demande									



une maison patrimoniale à Alma

UN SOUCI DE VOUS PRÉSENTER DES PRODUITS DU TERROIR SOUVENT BIOLOGIQUES  
418.668.4125 · SANS FRAIS 1.888.668.4125

## Estrie

### Hotel Bishopton

Relais 4 roues, bar, musique et danse, billard.  
Ouvert 7 jours, de midi à 3h00.  
32 Principale, Bishopton  
Téléphone : (819) 884-5441

## Lanaudière

### À vendre

« Noix, noisettes et glands pour le Québec », guide des arbres à noix, prix 7 \$ + 1 \$ de frais de poste, payable à Bernard Contré, 55 chemin Lafeuillée, SCB, Joliette, Qc, J6E 7Y8

## Laurentides

### Ferme Porcine Glenna Poitras / Agri-choux inc.

Porc « vert » en transition biologique exempt de médicaments et d'hormones de croissance depuis février 2001. Variétés de saucisses et cretons sans gluten, sucre ou agent de conservation. Côtelettes papillons, côtes levées, tournières, brochettes, bacon (sans nitrite), jambon tranché artisanal... Disponible à la ferme le samedi ou sur appel. Livraison à domicile pour Laurentides et Montréal. Liste de prix sur demande.

Kiosque : 302 chemin Rivière du Nord, Brownsburg-Chatham, J8G 1R8  
Tél : (450) 562-6779  
(450) 562-5353  
Sans frais : 1-877-562-5353

### À vendre

1 vache canadienne P.S.E. en lait (à son premier veau), gestante, inséminée avec taureau canadien P.S.E., docile, se trait à la main, 1500\$.

1 vache à bœuf Simmental, gestante, inséminée avec taureau Angus rouge, 1200\$.  
Région de Mont-Laurier  
(819) 587-4321

## Montérégie

### A vendre

Lapin 10\$ kg. Poulet 7.50\$ kg. Petite production BIO non certifiée. Sainte-Brigide d'Iberville, Venez chercher à la ferme.  
Boite vocale  
Jean-Louis (450) 293-2904 ou Marie (514) 597-0668

## Outaouais

### À vendre

Foin biologique, balles rondes, 4'X 4', Val-des-Monts, région de l'Outaouais  
Téléphone : (819)671-0970

## Québec

### On recherche

Achèterais « Bidons de lait » .  
Contactez Micheline Côté au (418) 627-0489

### Marché Plus

division boucherie à Québec  
245, rue Soumande,  
Vanier (Qc) G1M 3H6  
Achèterais boeuf certifié biologique de la région.  
Appelez au 681-4351



Vaste choix fruits, légumes, viandes biologiques, vitamines, suppléments, cosmétiques, naturopathes en permanence, commandes spéciales, point de chute, ateliers de cuisine, livraison, atmosphère conviviale.  
Julien Lepoutre, propriétaire  
1646 «C», chemin Saint-Louis, Sillery (Québec) G1S 1G8  
Téléphone : (418) 683-1936  
Télécopieur : (418) 683-7976  
Courriel : rosalie1@globetrotter.net

## Saguenay Lac-Saint-Jean

### Le soleil Le vent

**Le Jardin des Mômes**  
Ferme maraîchère écologique  
Tremblay Marc, propriétaire  
576, Anse à Pelletier,  
Saint-Fulgence, Québec, GOV 1S0  
Téléphone : (418) 591-0719

Aliments naturels, suppléments alimentaires, fruits et légumes biologiques, futons, sandales, livres, dépliant, cours de cuisine.  
2425 rue Saint-Dominique,  
Jonquière, Québec, G7X 6L9  
Téléphone : (418) 547-6227

# Ne manquez pas...

- 18 octobre :** Assemblée générale de l'Union paysanne de Montréal
- 21 octobre :** Manifestation des groupes sociaux contre la « réingénierie » de l'État lors de l'ouverture de la session à l'Assemblée nationale
- 23 octobre :** Assemblée générale de l'Union paysanne de l'Estrie
- 24 octobre :** Lancement du *Journal* portant sur Montréal, Petite Gaule
- 25 octobre :** Assemblée d'information de l'Union paysanne pour les agriculteurs de la région de Mont-Laurier, à Mont-Laurier
- 26 octobre :** Conseil de coordination de l'Union paysanne à Trois-Rivières
- 28-29-30 octobre :** Piquetage pour l'accréditation de l'Union paysanne devant le MAPAQ et devant l'UPA-Longueuil, avec distribution de produits : le mardi 28 : producteurs laitiers le mercredi 29 : éleveurs le jeudi 30 : acériculteurs
- 30-31 octobre :** Forum de l'Alliance de recherche en économie sociale (ARUC) sur la nouvelle gouvernance Assemblée générale de l'Union paysanne du Centre-du-Québec  
Colloque sur la liberté de choix en santé à Expo-Cité, à Québec (où sera révélée une fraude majeure concernant la thérapie hyperbare)
- 8 novembre :** Symposium sur l'eau à Victoriaville (bassins versants)
- 22-23 novembre :** Colloque de la Guilde des Herboristes
- 29-30 novembre :** Congrès annuel de l'Union paysanne à Sainte-Croix
- 1<sup>er</sup>-2 décembre :** Colloque de Santé publique sur la santé en milieu rural (Montréal)

## Les petites annonces

Services d'annonces classées, personnelles et commerciales

Dates de tombée	Dates de parution
1 juillet	1 août
1 septembre	15 septembre
1 octobre	15 octobre
1 novembre	15 novembre
1 décembre	1 janvier
1 février	15 février

### Réservation

Union paysanne, Le Journal a/s Monsieur Michel Lemay  
453 Principale  
Saint-Germain-de-Kamouraska (Québec), GOL 3G0  
Téléphone : (418) 492-7692  
Télécopieur : (418) 492-6029  
Courriel : journal@unionpaysanne.com

# Rétablir les liens entre ville et campagne

## De vraies portes ouvertes!

Pour tisser des liens entre la campagne et la ville et créer un système d'échange durable basé sur des valeurs de partage équitable et humain, l'Union paysanne de Montréal est en train d'établir des contacts avec des paysans intéressés par de tels projets.

Le premier projet a été mis en œuvre en étroite collaboration avec Frédéric Giguère, producteur maraîcher de Terre des Ormes. Situés à Laval sur le boulevard des Mille-Îles, les jardins biologiques de Terre des Ormes ont été fondés au mois de septembre de l'année 2000. Une grande variété de fruits et légumes y est cultivée sur 2 arpents, près de 200 cultivars sélectionnés pour leur saveur et leur beauté particulières.

### La journée de Beuz

L'horloge biologique de Beuz sonne. Il est sept heures du matin à Montréal, et le soleil brille déjà à travers le store. Pour Beuz le citadin, c'est une magnifique journée de détente à la campagne qui l'attend! Il se rend rapidement au terminus Laval en métro. Le journal du matin fait état entre autres choses des avancées prometteuses du Forum social mondial de Seattle, de la collaboration entre des familles palestiniennes et israéliennes dans un projet de jardins communautaires biologiques et équitables dans la banlieue de Jérusalem, ainsi que de la

prochaine tenue de l'exposition universelle de Ouagadougou.

Beuz retrouve au terminus tous ses amis de l'Union paysanne. Aujourd'hui, ils participent à une journée d'activités à Terre des Ormes. Le voyage en autobus, qui finit par longer la rivière des Mille-Îles, s'écoule paisiblement parmi les échanges chaleureux et les discussions politiques du moment. Comme d'habitude, l'autobus 74 rate le bon arrêt, et l'équipe rejoint avec entrain la basse-cour de Terre des Ormes. Beuz s'empresse d'aller vers les canards et les oies... Fred le paysan pointe alors le bout de son nez à travers la porte. Une délicieuse odeur de crêpes au sarrasin s'échappe de la cuisine, et la bienvenue aux citadins est aussitôt soldée par une collation matinale très riche en énergie.

Le programme de la matinée se profile au fur et à mesure que les discussions avancent. Une équipe ira sortir les chèvres, et une autre se rendra à la terre noire pour désherber les fenouils et céleris. Le plaisir de travailler les pieds nus dans cette fabuleuse terre a convaincu Beuz de rejoindre cette

richesse du terroir québécois. Pendant son jardinage, Beuz se délecte du goût délicieux de la campagne ainsi que des incessantes discussions qui abondent entre les amis de la terre. Fred en profite pour faire une petite démonstration de «renchausage» de céleris, suivie d'une petite explication sur les bienfaits de la terre noire. La passion de la terre que lit Beuz dans les yeux de Fred l'émoustille, et il rêve déjà à son projet de ferme alternative dans Lanaudière.

Le fait de s'impliquer dans le processus d'évolution de leur nourriture rend Beuz et ses amis conscients de la magie de la nature. Ils participent concrètement à la mise en valeur de la biodiversité du patrimoine canadien tout en profitant des avantages de la ville. Le temps est maintenant venu de rejoindre la cuisine pour un repas gastronomique improvisé, au cours



Après une journée de labeur champêtre, la récompense de savourer ensemble les produits de la terre...

Nicolas Capuano, Montréal

duquel les expériences et les connaissances culinaires de chacun s'échangent. Isabella a préparé une pâte à pizza, façon traditionnelle. Beuz a pensé à la sauce tomate italienne au basilic thaïlandais. Alex a ramené un délicieux mozzarella ainsi qu'un chèvre onctueux. Mélanie est venue avec les pleurotes de sa propre culture, et Fred ramène des jardins toutes sortes de choux d'été. Quelques tomates et aubergines fraîches. Ciboulette. Sarriette. La pizza accompagnée d'une salade rafraîchissante occupe le centre de la table et des convives de la nature.

Dans la chaleur du début d'après-midi, l'équipe entreprend la préparation de terre dans le but de planter des semis en caissettes. L'exquise odeur du compost vient se mélanger à celle de la terre noire. Beuz brasse généreusement le mélange en enfouissant profondément ses mains. Quel plaisir! Pendant ce temps, John bricole des tables où vont venir reposer les caissettes et où les semences de laitues, de roquettes et de crucifères d'automne vont venir puiser l'énergie nécessaire à l'expression de leurs saveurs. L'après-midi s'achèvera avec la conception et la création d'un jardin zen dans lequel cohabitent piments rouges, sarriette d'hiver, oseille, roches, souches de bois. Beuz termine sa journée d'agriculteur à temps partiel en arrosant le petit jardin en relief, illuminé par la lueur du crépuscule. Le plus beau des salaires.

Pendant que certains décident de prendre le bus pour regagner la ville, d'autres personnes commencent à s'affairer pour préparer le barbecue. Fred a tué et dépecé le lapin la veille. Il l'a laissé reposer toute la journée dans l'eau. Maintenant il le dépose sur la grille préchauffée à côté des courgettes, aubergines et poivrons en papillote. Beuz sent circuler dans l'air rafraîchi de la soirée les salivantes odeurs de cuisson. La soirée est bien animée par le rythme du djembé. On se lèche les doigts. On déguste. On jase. On échange. **On vit!** 

## Abonnez-vous à l'Union paysanne, le journal

le seul journal qui fait vraiment le pont entre la ville et la campagne



### ABONNEMENT / ADHÉSION

Nom de l'abonné \_\_\_\_\_

Organisme ou entreprise (s'il y a lieu) \_\_\_\_\_

Rue ou rang \_\_\_\_\_

Localité \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_ Fax \_\_\_\_\_ Courriel \_\_\_\_\_

#### ABONNEMENT AU JOURNAL

 ABONNEMENT MEMBRE UNION PAYSANNE (17,25\$, taxes incluses)

 ABONNEMENT NON MEMBRE (34,50\$, taxes incluses)  
Veuillez inscrire votre # de carte de membre (s'il y a lieu)

#### ADHÉSION À L'UNION PAYSANNE

Production \_\_\_\_\_

**Catégorie de membre**  
Paysan  Bio  Certifié biologique  Carte de producteur   
Citoyen  Associé  Groupe sympathisant

Adhésion  Renouvellement  Cotation annuelle : 40\$

Complétez le formulaire, joignez le paiement, pour les membres, pour les non membres, signez ci-dessous et expédiez le tout à l'Union paysanne, le journal, 453, Principale, Saint-Germain-de-Kamouraska, Québec, G0L 3G0. Un reçu vous sera expédié.

Signature de l'abonné \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_